

# L'expérience du Ksar de Tafilelt (Ghardaïa) sera exposée à la COP 23

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4320 - Jeudi 9 novembre 2017 - Prix : 10 DA

Eliminatoires du Mondial 2018/Algérie-Nigeria demain à 20h30 à Constantine

### Les Verts pour ouvrir une nouvelle page

La campagne électorale à mi-parcours

# Les leaders jouent la carte des jeunes

## Quelques-unes des lacunes de la Constitution libanaise

Par Mohamed Habili

**E**n ce moment, au Liban, il n'y a que Fouad Siniora, l'ancien chef de gouvernement et proche de Saad Hariri, pour se montrer sûr de quelque chose, à savoir que ce dernier reviendrait dans le pays. Mais quand on lui demande quand se produira ce grand événement, Siniora devient ou évasif ou irritable. En fait, ses informateurs lui ont assuré que ce retour aura bien lieu mais ils ne lui ont rien dit d'autre, en somme à la fois trop et pas assez. En attendant, la rumeur qui avait couru, comme quoi Saad Hariri serait aux arrêts quelque part en Arabie Saoudite a été démentie par des images le montrant à Dubaï en présence du ministre émirati des Affaires étrangères, puis par d'autres, censées être postérieures aux premières, avec le roi saoudien lui-même, son supposé geôlier. Mais comme ni à la première occasion ni à la seconde, il n'a fait de déclaration, pour certains la question reste posée de savoir si effectivement ces images ne sont pas anciennes, si elles n'ont pas été prises avant sa prétendue arrestation par Riyad. Siniora sait qu'il reviendra à Beyrouth, mais à l'évidence il ignore à quel titre. Est-ce en tant que monsieur-tout-le-monde ou comme chef du gouvernement libanais, que d'une certaine façon il est toujours ? Siniora en parle tantôt comme du chef du gouvernement, tantôt comme d'un citoyen jouissant encore de tous ses droits civiques et politiques, dont par conséquent celui de pouvoir retourner dans le pays quand bon lui semble. **Suite en page 3**

## Modernisation du service public

# L'administration électronique gagne du terrain



Le processus de modernisation de l'administration a connu une accélération sans précédent, à travers une série de mesures visant l'amélioration du service public par l'allègement des procédures administratives. Lire page 2

## Balance des paiements

### Déficit de plus de 11 milliards de dollars au 1<sup>er</sup> semestre 2017

## Paru récemment aux éditions Dar Fadhaate, Jordanie

### Naciba Attalah crée un monde virtuel dans «Face Ichk»

Modernisation du service public

# L'administration électronique gagne du terrain

■ Le processus de modernisation de l'administration a connu une accélération sans précédent, à travers une série de mesures visant l'amélioration du service public par l'allègement des procédures administratives.

Par Meriem Benchaouia

En effet, les différentes réformes engagées depuis 2014 dans le cadre de la concrétisation du plan national de simplification des procédures administratives ont permis de simplifier et d'accélérer les opérations de délivrance des documents administratifs au niveau des communes, daïras et wilayas, à la grande satisfaction des citoyens. Contrairement aux années précédentes, les effets positifs de la modernisation des performances de l'administration, de la suppression de plusieurs documents dans la constitution des différents dossiers administratifs, du recours à Internet et de la disparition de la légalisation des copies, se font ressentir au niveau des administrations et des services publics.

Il est désormais possible pour le citoyen de demander des documents administratifs sans avoir à se déplacer, grâce aux portails électroniques ouverts par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, à l'instar de la carte nationale d'identité biométrique électronique (CNIBE). Il est également facile de récupérer instantanément plusieurs documents, notamment la carte grise. Dans ce contexte, le ministère de l'Intérieur a concrétisé, au titre du projet de l'e-Administration à l'horizon 2019, plusieurs projets importants pour la modernisation du Service public, à travers l'introduction, depuis 2014, de nouvelles technologies. Parmi ces principales réalisations, il y a lieu de citer la numérisation du fichier de l'état civil au niveau national et la création d'un fichier national automatisé de l'état civil,



outre le raccordement de toutes les communes, les annexes administratives, les missions diplomatiques et les circonscriptions consulaires. Grâce à ces dispositions, le citoyen peut procéder au retrait instantané des documents d'état civil dans n'importe quelle commune ou annexe administrative à travers le pays, et les membres de la communauté nationale établie à l'étranger peuvent demander via internet l'acte de naissance S12 et le récupérer au niveau de la représentation diplomatique ou le consulat où ils sont inscrits. De même, la création du fichier national électronique d'immatriculation des véhicules permet aux citoyens d'obtenir instanta-

nément la carte d'immatriculation sans avoir à se déplacer vers la wilaya d'inscription. Dans le même contexte, de nouveaux services ont été mis en ligne, permettant aux citoyens de suivre les étapes du traitement des dossiers déposés pour l'obtention d'un passeport, de la carte nationale d'identité (CNI), de la CNIBE ou de l'extrait de naissance S12, outre un nouveau service assuré à l'occasion des élections locales du 23 novembre, consistant en la vérification des listes électorales. Ainsi, le retrait de documents tels que le passeport, la CNI, la CNIBE ou le permis de conduire est possible en moins d'une semaine, alors qu'il nécessitait

auparavant plusieurs mois, voire une année parfois. Le gouvernement a accéléré le processus de réforme du secteur, à travers l'installation d'un observatoire national du service public, le 19 mars 2016, qui – en coordination et en concertation avec la Commission de mise en œuvre du plan national de simplification des procédures administratives, présidée par le directeur général de la Fonction publique – se charge des opérations d'évaluation et de suivi, ayant permis, l'année dernière, le recensement de plus de 1 300 actions de lutte contre la bureaucratie. Parallèlement, les deux instances supervisent la mise en œuvre du plan d'action adopté

en matière de modernisation de l'administration et de la réalisation du e-administration à l'horizon 2019, en opérant des changements radicaux dans les modes de gestion et d'offre de services. Le bilan des activités de la Commission de supervision du plan national de simplification des procédures administratives pour l'exercice 2016 fait état de 1 345 opérations de simplification dont 1 208 entièrement réalisées et 137 reportées pour des raisons « objectives ». Les services du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire ont procédé, jusqu'en mai dernier, à la délivrance de 10 208 082 passeports biométriques et 4 282 484 CNIBE. Le ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui, avait déclaré, précédemment, que « les grands projets lancés par le secteur de l'Intérieur se poursuivent résolument et méthodiquement », ajoutant que « de grands pas ont été franchis dans la concrétisation du plan d'action relatif à la modernisation de l'administration et la e-administration ». Après avoir précisé que la concrétisation de la e-administration était prévue pour début 2019, le ministre avait dit qu'il s'agissait d'une « révolution dans les méthodes de gestion et les prestations de services », mettant en avant la nécessité de changer les mentalités et de promouvoir la compétence de la ressource humaine. Il avait plaidé pour de nouvelles formules réglementaires à même de permettre, dans les années à venir, la mutualisation des capacités des services publics et « réaliser l'efficacité en tant qu'impératif dans le cadre du nouveau modèle de croissance économique ». M. B.

Balance des paiements

## Déficit de plus de 11 milliards de dollars au 1<sup>er</sup> semestre 2017

La balance des paiements de l'Algérie est déficitaire de 11,06 milliards de dollars au 1<sup>er</sup> semestre 2017, contre un déficit de 14,61 milliards de dollars au même semestre de 2016 (déficit de 11,42 milliards de dollars au 2<sup>e</sup> semestre 2016), a indiqué le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, dans un entretien accordé à l'APS. La balance des paiements est le flux de biens (commerce extérieur des marchandises), de services, de revenus, de transferts de capitaux et les flux financiers réalisés entre l'Algérie (Etat, entreprises, particuliers) et le reste du monde. Soit l'ensemble des entrées et sorties de devises entre l'Algérie et les autres pays.

Par catégories, le déficit de la balance commerciale s'est élevé à 7,82 milliards de dollars (mds usd) au 1<sup>er</sup> semestre 2017 contre un déficit de 12,05 mds usd au même semestre de 2016 (déficit de 8,08 mds usd au 2<sup>e</sup> semestre 2016).

Quant au poste Services hors revenus des facteurs, le déficit s'est creusé à 4,47 mds usd au 1<sup>er</sup> semestre 2017 contre un déficit de 3,84 mds usd au même semestre de 2016 (déficit de 3,5 mds usd au 2<sup>e</sup> semestre 2016).

Le poste des Services hors revenus des facteurs se compose notamment des prestations techniques assurées par les étrangers en Algérie (études...), le transport assuré par les transporteurs étrangers pour les marchandises importées par l'Algérie (armateurs...) et les assurances à l'international.

Sur les raisons de la hausse du déficit du poste Services hors revenus des facteurs, M. Loukal explique que cela résulte principalement de la hausse des importations des services construction, notamment ceux liés aux infrastructures autoroutières, et ce, de l'ordre de 153% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de 2016. Concernant le poste Revenus des fac-

teurs, le déficit a diminué à 1,23 mds usd contre 1,31 mds de dollars au 2<sup>e</sup> semestre 2016, en raison principalement de la hausse des revenus perçus sur les réserves de change (hausse des taux d'intérêt et plus-values de cession de titres).

Le Poste revenus des facteurs comprend, entre autres, les bénéfices rapatriés vers l'étranger par les entreprises étrangères activant en Algérie, les bénéfices réalisés par les sociétés algériennes à l'étranger...

Quant à l'excédent du poste transferts nets (dons, retraites et pensions...), il s'est élevé à 1,48 mds usd, en hausse de 7,01% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2016 et de 2,8% par rapport au 2<sup>e</sup> semestre 2016, dans un contexte de légère dépréciation de l'euro face au dollar. Néanmoins, il demeure proche des soldes enregistrés au cours des six derniers semestres, constate M. Loukal. Ainsi, le déficit du compte courant de la balance des paie-

ments s'est accru de 5,1% au 1<sup>er</sup> semestre de 2017 pour s'élever à 12,03 mds usd (contre un déficit de 14,77 mds usd au 1<sup>er</sup> semestre 2016 et un déficit de 11,45 mds usd au 2<sup>e</sup> semestre 2016), et ce, en raison du creusement du déficit du poste services hors revenus des facteurs.

Pour les réserves de change, le Gouverneur de la Banque centrale relève qu'en lien avec l'évolution défavorable de la balance des paiements extérieures au 1<sup>er</sup> semestre 2017, les réserves officielles de change se sont contractées de 7,846 mds usd, passant de 114,138 mds usd à fin décembre 2016 à 106,292 mds usd à fin juin 2017, soit moins que le déficit du solde global de la balance des paiements en raison de l'effet de valorisation positif de près de 3,96 mds usd résultant de l'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar sur cette période.

Louiza Ait Ramdane

La campagne électorale à mi-parcours

# Les leaders jouent la carte des jeunes

■ A mi-parcours de la campagne électorale, les chefs des partis politiques en lice pour les locales du 23 novembre ont appelé, lors de leurs meetings à travers le territoire national, à mettre la main dans la main pour développer notre pays et plaidé en faveur de l'investissement dans les énergies renouvelables et l'élargissement des prérogatives des présidents des Assemblées populaires communales.

Par Thinhinene Khouchi

Depuis Bouira, l'ex-premier secrétaire national du FFS, Ali Laskri, a appelé à la solidarité locale pour sortir de ce marasme qui frappe les différentes régions du pays. Il ajoute que « nous devons tous mettre la main dans la main pour bâtir et développer notre pays ». Après avoir rendu un vibrant hommage au défunt moudjahid Hocine Ait Ahmed et loué ses grands sacrifices pour la démocratie, M. Laskri a saisi cette occasion pour réitérer l'engagement de tous les membres du plus vieux parti d'opposition « d'être fidèles aux principes instaurés par le héros de la révolution nationale, Da L'hocine, au sein de notre parti ». De son côté, le président du Mouvement El Islah, Filali Ghouini, a appelé les jeunes à aller voter massivement lors des prochaines élections qui revêtent une grande importance pour les collectivités locales. Ghouini a, en outre, souligné la nécessité pour les jeunes de prendre la réelle mesure de leurs voix dans le processus de changement. Le président du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaid, a considéré, à Biskra, que « reconquérir la confiance du citoyen réside dans l'édification d'un Etat fort et juste ». Le FNA, le PJ, le MPA, TAJ ainsi que le FFS, quant à eux, ont plaidé en faveur d'un véritable investissement dans le domaine des énergies renouvelables et l'élargissement des prérogatives des présidents d'APC.



Dans ce contexte, le président du Front national algérien (FNA), Touati, a plaidé, lors d'un meeting populaire qu'il a animé à Adrar, pour un véritable investissement dans le domaine des énergies renouvelables, notamment dans cette wilaya aux énormes potentialités en matière d'énergie propre. Pour lui, ce type de ressources, « alternatives aux énergies classiques, constitue une véritable option de développement pour la région qui augure de perspectives prometteuses dans le domaine à même d'être mises au service du développement local », appelant les habitants de cette région à défendre leur droit légitime au développement local. Lui emboî-

tant le pas, le coordinateur général du Parti des jeunes (PJ), Hamana Boucherma, a souligné, depuis Tébessa, la nécessité d'exploiter de manière intensive les énergies renouvelables, dans le but de booster l'économie nationale. Il a également mis en relief l'impératif de contrôler davantage les transactions financières et d'investir dans le domaine agricole. De son côté, le président du MPA, Benyounés, a souligné, depuis Tiaret, la nécessité de compter sur le secteur privé pour sortir le pays de la crise économique qu'il vit actuellement. Pour lui, cet objectif peut être atteint avec des réformes économiques profondes et radicales sans dépen-

dance aux hydrocarbures, ajoutant que « cette sortie de crise sera possible avec l'abandon du socialisme et l'adoption de l'économie de marché et du libéralisme ».

Depuis Djelfa, Amar Ghoul, président du TAJ, a plaidé pour la consécration d'Assemblées communales au service du développement et de la relance de l'investissement, soulignant l'impératif d'un élargissement des prérogatives des présidents d'APC, dans les limites de la loi, mais de manière à faire de l'élu un administrateur et non un subordonné d'une partie quelconque.

T. K.

Elections locales du 23 novembre à Béjaïa

## Le rythme de la campagne électorale va en s'accéléralant

La campagne électorale n'a pas encore atteint sa vitesse de croisière à Béjaïa. Cependant, son rythme va en s'accéléralant. L'annonce de grandes affiches de week-end en est l'une des causes. Cela va peut-être changer la donne, créer de l'enthousiasme et réveiller chez les Béjaouis leur ferveur d'autant en pareille période. C'est ainsi que M<sup>me</sup> Louisa Hanoune est programmée aujourd'hui au TRB à 11h. La responsable du PT est attendue sur ses sujets phares dont la défense des acquis sociaux, la défense du monde du travail et des entreprises publiques. Elle devrait s'exprimer sur les menaces qui pèsent sur l'Algérie à l'aune des changements géopolitiques que connaît la région et la situation politique du pays. Vendredi à la même heure, ce sera le leader du RCD, Mohcine Belabbas, de discourir devant les militants et sympathisants du parti au TRB. M.

Belabbas viendra soutenir les listes de son parti, notamment à l'APW de Béjaïa et aux APC et surtout tenter de sauver la mise. Il faut rappeler que ce parti a enregistré un très net recul ces dix dernières années à Béjaïa, au point où il a été battu par le FLN dans ses anciens fiefs, surtout en nombre de sièges, à l'APW et aussi à l'APC de Béjaïa. Le RND, présent en force cette fois-ci dans 49 communes, va aussi puiser dans le fief du RCD. Belkacem Mellah, ex-ministre et membre de la direction nationale du RND est aussi attendu ce vendredi dans la matinée à Boujdjellil. Il faut noter que la tête de liste du RND à l'APW n'est autre que Hocine Kerrouchen vice-président de l'APW sortant et natif de la localité. Le RND va tenter de mettre à profit cette candidature pour ratifier la mise à Boujdjellil, une commune désertifiée et enclavée. Aussi, le chef du groupe parlementaire au

sénat, Abdelmadjidi Bouzriba, membre du bureau national, est attendu aussi ces jours-ci à Béjaïa avec d'autres personnalités nationales connues au RND, ceci pour combler le vide créé par l'absence du leader du parti en l'occurrence Ahmed Ouyahia, occupé par ses tâches de Premier ministre. Les candidats du RND continuent de privilégier les rencontres de proximité dans les quartiers. Hier et avant hier, le premier secrétaire de wilaya, Kamel Bouchoucha, a sillonné les quartiers de la ville de Béjaïa où il rencontré des citoyens, notamment des jeunes et le mouvement associatif. Il a écouté, avec les candidats du parti, les préoccupations et les attentes de ces derniers, comme il a exposé les grandes lignes du programme du parti « basé sur le développement local, l'amélioration du cadre de vie des citoyens et l'encouragement de l'investissement local et national pour la création

de richesses ». La tête de liste du RND, M. Kerrouche, a sillonné plusieurs communes et villages dont Chellata, Ighram, le village Colonel Amirouche (Akbou) et le chef-lieu communal de Boujdjellil en compagnie de Azeddine Mihoubi, membre du bureau national du parti et ministre de la Culture. Ce dernier a été invité à une partie de domino dans un café maure à Boujdjellil. Dans cette localité toujours, il a été interpellé par le président d'une association locale sur la dotation en livres de la bibliothèque qu'il a créée. Le ministre s'est engagé à livrer à cette association un lot de 3 000 livres et une autorisation pour faire rentrer un don de livres de France. M. Mihoubi était auparavant à Chemini où il a également mené une campagne de proximité avec les candidats du parti. Pour sa part, le leader d'El Islah, M. Rouini, est attendu dans la commune de Draâ El Kaïd pour une rencontre avec les habi-

## LA QUESTION DU JOUR

### Quelques-unes des lacunes de la Constitution libanaise

Suite de la page une

Dans le deuxième cas, à vrai dire, comme un Libanais capable de se représenter à des élections et de les remporter, puisque son courant est majoritaire. C'est donc à des élections que pense Siniora pour dépasser la crise. C'est que donc pour lui, Hariri a bien démissionné, qu'il n'est plus le chef du gouvernement. Ce qu'à aucun moment il n'a dit expressément. En quoi d'ailleurs il est en accord parfait avec la Constitution libanaise, où le président de la République n'a pas à accepter ou à refuser une démission. Celle-ci est en principe effective dès lors qu'elle est faite. Il n'y a pas que ça que cette Constitution ne dit pas. Elle ne dit pas par exemple qu'une démission doit être adressée expressément au chef de l'Etat, remise dans ses mains propres par le démissionnaire, ce qui suppose qu'il est le porteur de cette démission. Elle n'indique pas non plus sous quelle forme doit se présenter cette dernière, en particulier si son support doit être impérativement du papier, ou si un autre médium peut tout aussi bien faire l'affaire. Une lettre lue à la télévision, dans un pays étranger par-dessus le marché, et non pas matériellement envoyée à qui de droit, peut-elle être tenue pour une lettre de démission probante, c'est-à-dire authentique ? Cette précision s'impose d'autant plus qu'il en ait au Liban qui doute que Hariri ne l'ait pas lue sous la contrainte. Ses géoliers supposés auraient pu en effet profiter des lacunes sur ce point de la Constitution libanaise, ce qui, soit dit en passant, implique qu'ils ne la connaissent que trop bien, pour plonger le Liban dans la perplexité, en attendant de l'enfoncer dans la crise politique. Autant de considérations qui rendent indispensable le retour du démissionnaire dans son pays. Il n'y a que ce retour en effet qui puisse lever toutes ces zones d'ombre autour de son geste sans précédent. Et puis c'est la seule façon qu'il a de prouver une bonne de façon indubitable qu'il n'est pas prisonnier des Saoudiens. M. H.

tants. Le FFS poursuit sur sa lancée, animant hier des rencontres à Draâ El-Kaïd, Tizi El-Oued dans la municipalité de Melbou et dans quelques villages d'Amizour. Les candidats du parti sillonnent les villages chaque jour pour rencontrer les citoyens. Il faut dire que le contact est facile au niveau local. Mais faut-il encore convaincre les citoyens d'aller voter le jour « J ». Tel est, désormais, le dilemme des partis politiques.

Hocine Cherfa



Transport ferroviaire

# Arrivée du premier nouvel autorail «Coradia» au port d'Alger fin janvier 2018

■ Le nouvel autorail (Diesel-électrique) grandes lignes, de type «Coradia», arrivera au port d'Alger à la fin janvier 2018 et effectuera directement des «essais» sans voyageurs pour une durée de deux mois consécutifs, a indiqué, avant-hier, le directeur général de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), Yacine Bendjaballah.

Par Salima H.

Les techniciens de la société procéderont à l'expérimentation du nouveau train qui sera réceptionné fin janvier 2018, a précisé M. Bendjaballah en marge de la journée de sensibilisation au profit des élèves scolarisés à Alger-Centre, organisée à la salle Ibn Zeydoun (Riadh El Feth), soulignant que des essais seront effectués en attendant l'annonce officielle du premier voyage programmé en mars prochain. Le DG de la SNTF a également indiqué que le premier train qui sera mis en service partira d'Alger vers la wilaya d'Oran, avant le lancement d'autres lignes chaque mois tout au long de l'année prochaine, ajoutant que les nouveaux trains couvriront les grandes villes à l'instar de Annaba, Constantine, Béjaïa, Biskra et Bêchar, en attendant la «récupération» de toutes les lignes que la société a «perdues» en raison de la «décennie noire



ou par manque de moyens ou encore à cause de l'incivisme

des citoyens». D'autre part, le responsable a fait savoir que la

«société a entamé ce mois et jusqu'en décembre, la réhabilitation

et la modernisation du matériel», soulignant que les ateliers de la SNTF ont accéléré la cadence avec, en moyenne, 5 voitures par mois. La SNTF, rappelle-t-on, a bénéficié d'un crédit de 58,52 milliards de DA pour le financement des projets de développement et de modernisation de la société. Le crédit permettra de financer la deuxième étape du programme de modernisation 2020-2025.

Concernant cette rencontre au profit des élèves scolarisés, M. Bendjaballah a estimé «nécessaire» de focaliser sur la sensibilisation pour inculquer la culture du respect du train dans le but, a-t-il dit, «de réduire les actes de malveillance, particulièrement les phénomènes de jet de pierres et de jet d'ordures, une situation qui peut endommager le matériel voire le détruire».

Cette campagne de sensibilisation se poursuivra dans d'autres villes en vue de vulgariser cette culture.

S. H.

Recrutés dans le cadre du préemploi

## Les employés de la poste régularisés avant la fin décembre 2018

La ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houada-Imane Faraoun, a annoncé, avant-hier à Alger, que les employés du secteur recrutés dans le cadre du préemploi seront régularisés avant la fin décembre 2018. Lors de l'inauguration de structures relevant de son secteur, à l'occasion du 55<sup>e</sup> anniversaire du recouvrement de la souveraineté sur le secteur de la poste et des télécommunications, M<sup>me</sup> Faraoun, accompa-

gnée du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a affirmé que les employés recrutés dans le cadre du préemploi «seront régularisés avant la fin décembre 2018». L'opération se fera graduellement en tenant compte des critères d'ancienneté, de compétence et d'aptitude à la formation. Lors d'une conférence organisée à cette occasion, la ministre a indiqué dans son allocution d'ouverture que «malgré les progrès enregistrés, le secteur de la poste et des télécommunications

qui est un secteur «stratégique», reste un chantier ouvert et son développement nécessite la mobilisation de toutes les énergies». La généralisation du service public de la poste et des télécommunications est l'un des engagements du secteur, a souligné M<sup>me</sup> Faraoun, ajoutant que le développement de ce service à travers le territoire national était «l'une des priorités» du secteur confronté à de multiples enjeux, particulièrement «la numérisation» pour s'adapter aux

progrès réalisés dans ce domaine. La ministre a incité les travailleurs de son secteur à continuer d'assurer un service public à la hauteur des attentes du citoyen, saluant leur dévouement et leur nationalisme face aux perturbateurs. «Vous travaillez avec calme et sérénité pour la préservation des biens du peuple et ses acquis», a-t-elle souligné. Et à elle d'évoquer les grandes dates de l'histoire de la poste et des télécommunications, rappelant la réalisation

d'infrastructures, la formation des ressources humaines, outre le progrès enregistré en matière de services fournis aux citoyens. D'anciens travailleurs du secteur ont apporté leurs témoignages lors de cette conférence organisée en collaboration avec l'Association «Michael Echahid» et le quotidien *El Moudjahid*, relatant les difficultés rencontrées à l'époque. Des moudjahidine et des retraités du secteur ont été honorés à cette occasion. Zineddine L.

Tourisme

## Le PNUD consacre un budget à la promotion de la destination Algérie

Le Coordonnateur résident des Nations unies en Algérie, Eric Overvest, a annoncé, avant-hier, «un budget destiné à l'élaboration d'une stratégie pour la promotion de la destination Algérie et la création d'un label algérien dans le cadre d'une convention qui sera signée avant la fin du mois», a indiqué un communiqué du ministère du Tourisme et de

l'Artisanat. M. Overvest a annoncé, lors de l'audience que lui a accordée le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hassan Marmouri, qu'«un budget a été dégagé pour l'élaboration d'une stratégie de promotion de la destination Algérie et la création d'un label algérien», avec l'aide des experts de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). Il a invi-

té le ministre à «la signature de la convention du lancement de ce projet avant la fin du mois». Le Coordonnateur onusien s'est félicité du potentiel touristique énorme que recèle l'Algérie, notamment son patrimoine culturel riche et diversifié permettant de relancer le tourisme, a ajouté la même source. De son côté, M. Marmouri a exprimé son vœu de

renforcer la coopération à travers le soutien de cette instance au secteur du tourisme pour la concrétisation du programme tracé en coordination avec l'OMT, dans le cadre de la coopération multilatérale entre le ministère et les instances onusiennes. Parmi les projets s'inscrivant dans le cadre de cette coopération pour relancer le secteur, figurent le

projet de la stratégie de communication efficace pour promouvoir la destination Algérie, le suivi de la réalisation du programme de soutien aux capacités statistiques de l'Algérie ainsi que le développement d'un système de classification des établissements hôteliers selon les normes internationales.

Zahir R.

Lutte contre la criminalité

## Cinq trafiquants de drogue sous les verrous

Les services de la Sûreté nationale ont saisi une quantité de drogue et des comprimés psychotropes et arrêté plusieurs suspects dans des opérations distinctes, dans le cadre de leurs efforts continus visant à lutter contre la criminalité sous toutes ses formes, a indiqué, hier, un communiqué de ces services. Dans ce

contexte, les forces de sécurité des wilayas de Tlemcen et de Relizane ont saisi 524 comprimés psychotropes et une quantité de drogue (700 grammes), et arrêté les mis en cause. Suite à des informations obtenues par les éléments de la sûreté de wilaya de Maghnia (Tlemcen), selon lesquelles un repris de justice

s'adonnait au trafic de drogue et de psychotropes dans un quartier à Maghnia, un suspect a été identifié et mis sous surveillance puis arrêté près de son domicile, avec en sa possession une quantité de drogue. Les éléments de la police judiciaire relevant de la sûreté de la wilaya de Relizane ont saisi 273 grammes de cannabis, suite à la

perquisition du domicile d'un suspect impliqué dans une affaire de trafic de drogue. Celui-ci a été arrêté dans le cadre d'une enquête. Les services de sûreté de la wilaya de Ain Defla ont arrêté deux individus qui semaient la terreur la nuit. Les mis en cause, âgés de 24 et 34 ans, ont été arrêtés pour coups et blessures volontaires,

destruction de biens d'autrui, port d'arme blanche prohibée et troubles sur la voie publique. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la politique tracée par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) pour la lutte et la répression du crime, sous toutes ses formes. A. S.

Selon le président de la Fondation Amidoul

# L'expérience du Ksar de Tafilelt (Ghardaïa) sera exposée à la COP 23

■ L'expérience de réalisation du nouveau ksar «écologique» de Tafilelt à Béni-Isguen (Ghardaïa) dans le Sud algérien, sera exposée du 13 au 17 novembre en cours à Bonn (Allemagne), a appris l'APS auprès du président de la Fondation Amidoul, initiatrice de ce projet.

Par Assia H.

Le cas du ksar écologique de Tafilelt, considéré comme une expérience humaine particulière et une contribution «modeste» des habitants du M'zab (Ghardaïa) pour atténuer les effets du changement climatique et préserver la biodiversité des oasis, sera présentée à l'occasion de la 23<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties (COP 23-Bonn), sur invitation du secrétariat des Nations unies sur les changements climatiques, a indiqué D'Ahmed Noud. Cette invitation intervient suite à l'obtention en décembre 2016 du 1<sup>er</sup> prix de ville durable, lors d'un vote des internautes intitulé «Coup de cœur des internautes City» à l'occasion de la 22<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties (COP 22-Marrakech), a précisé le responsable de la Fondation Amidoul.

«Le ksar de Tafilelt a été choisi comme expérience atypique, construisant des maisons en synergie avec les spécificités de l'architecture locale et des matériaux du terroir et en alliant l'architecture et le développement durable avec un intérêt particulier à la préservation de l'environnement et le bien-vivre ensemble», a-t-il expliqué. «Notre fondation (Amidou) tient à travers ce ksar écologique de 1 050 habitations d'une population de plus de 5 000 âmes, à partager son expérience avec les différents partenaires du monde sur la nécessité de construire "écologiquement" en préservant



l'identité culturelle et architecturale de la région ainsi que le système d'exploitation viable de l'écosystème oasien».

Depuis son inauguration en 2004 par le Président Bouteflika, le ksar de Tafilelt a su par sa splendeur, sa magie et la luxuriante nature de la palmeraie de Béni-Isguen, à séduire les visiteurs et les touristes, aussi bien les nationaux que les étrangers, au point de devenir une destination incontournable des circuits touristiques dans la

région.

## Préservation du patrimoine architectural et respect de l'environnement...

Pour de nombreux spécialistes, le ksar de Tafilelt est devenu un modèle, voire une référence, en matière de préservation du patrimoine architectural alliant la modernité, le confort de vie et la bioclimatique ainsi que l'écologie. Edifié sur un site

rocheux d'une superficie de 22 hectares, ce ksar a été conçu pour une meilleure qualité de vie, en s'appuyant sur l'interprétation consciente et intelligente de l'héritage architectural ancestral et la préservation de l'environnement. Les concepteurs de ce ksar ont pu mettre en place des stratégies singulières pour la collecte et la gestion des déchets ménagers et la prise en charge des rejets liquides et solides de la cité. Ainsi, un tri sélectif des déchets solides pour

un meilleur recyclage et des ordures ménagères, notamment ceux comestibles pour les animaux, ont été instaurés avec succès, permettant ainsi de collecter le pain rassis et les épluchures de fruits et légumes destinés au mini parc animalier. Les bâtisseurs de ce ksar ont également créé un système de traitement biologique des eaux usées par macrophyte à base de plants et d'un système d'éclairage public à l'énergie solaire.

A. H.

## Révision des codes communal et de wilaya

# Le recouvrement de la fiscalité locale pour relever les défis économiques

Le plan d'action du gouvernement prévoit la révision des codes communal et de wilaya qui devrait identifier de nouvelles pistes de financements des collectivités locales dans le sens de booster le développement économique local et réduire leur dépendance du budget de l'Etat.

En dépit d'une «mosaïque» de 25 impôts et taxes, le rendement de la majorité des impôts profitant aux communes reste insignifiant alors que la structure fiscale favorise fréquemment les régions industrielles ou commerciales. En fait, 58% des ressources fiscales communales proviennent de la seule TAP (Taxe sur l'activité professionnelle) et 35% de la TVA (Taxe sur la valeur ajoutée), alors que les autres impôts ne représentent que 4% de la fiscalité locale. Dans un entretien à l'APS, le directeur des finances locales à la Direction générale des collectivités locales du ministère de l'Intérieur a précisé qu'en 2017 les aides de l'Etat aux communes sont estimées à 53 milliards de DA, en baisse de 30% par rapport à 2015. Selon ce responsable, les aides de l'Etat s'amenuisent ainsi d'année en année. A l'effet de régler les difficultés financières

de certaines communes, un dispositif de solidarité intercommunale a été mis en place au titre de la loi de finances complémentaire de 2015 (LFC 2015). Ce texte réglementaire a introduit la solidarité financière entre les communes d'une même wilaya, donnant ainsi naissance à une solidarité décentralisée. L'article 68 de la LFC 2015 stipule que «les communes disposant de ressources financières importantes peuvent, dans le cadre de la solidarité financière locale, après délibération de l'Assemblée populaire communale, accorder des subventions au profit de communes relevant de la même wilaya à travers le budget de la wilaya dont elles relèvent». Auparavant, les collectivités locales bénéficiaient d'une solidarité financière centralisée, assurée par la Caisse de garantie des collectivités locales, qui vient remplacer le Fonds commun des collectivités locales (Fcc), à travers des subventions octroyées annuellement aux communes. En plus, la LFC 2015 a décidé d'aligner les prix des loyers des biens communaux aux prix du marché. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères, imposée jusque-là aux propriétaires des biens immobiliers

en contrepartie du ramassage des ordures, a été de son côté étendue aux locataires. A son tour, la taxe d'habitation, recouvrée par Sonelgaz et destinée à la réhabilitation du parc immobilier des communes, a été étendue à l'ensemble des communes du pays.

## Des réformes fiscales pour une meilleure optimisation des ressources financières

Pour améliorer la situation financière des collectivités locales et contribuer au développement national, une révision de la fiscalité et des finances locales s'avère nécessaire. C'est ainsi que des réformes fiscales et financières sont prévues dans le sillage de la prochaine révision des codes communal et de wilaya. Selon M. Kerri, ces réformes s'articulent autour de trois phases : la première consiste à regrouper l'ensemble des impositions en un code unique cohérent. Actuellement, la fiscalité locale est régie par la loi de finances et de différents codes (code des impôts directs, code des impôts indirects...). D'où, l'impératif de simplifier le dispositif actuel de la gestion fiscale. Ce

code unique prévu regroupera ainsi, en un seul document, tous les taxes et impôts profitant aux collectivités locales contenus actuellement dans les différentes lois de finances et autres textes. Il permettra une meilleure clarification des assiettes et procédures de recouvrement inhérentes aux impôts locaux. Le code fiscal permettra également de donner plus de pouvoirs fiscaux aux élus locaux, selon le même responsable. Pour ce qui est de la deuxième phase, des réformes fiscales et financières consistent en la décentralisation, au niveau des communes elles-mêmes, du recouvrement de l'impôt foncier actuellement recouvré par l'administration fiscale. «C'est l'impôt par excellence», estime le directeur des finances locales à la Direction générale des collectivités locales de ce ministère. Quant à la troisième phase, elle consiste à moderniser l'administration fiscale, et ce, en introduisant, entre autres, la télé-déclaration et le télépaiement. Toutefois, selon M. Kerri, il ne suffit pas uniquement d'optimiser le recouvrement des recettes fiscales, mais il est, aujourd'hui, impératif aussi de rationaliser drastiquement les dépenses.

Lilia A.



## Energie

# Guitouni affirme la disponibilité de l'Algérie à accompagner le Tchad

■ Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a reçu l'ambassadeur du Tchad à Alger, Baharadine Haroun Ibrahim, avec qui il a abordé l'expertise que l'Algérie peut apporter en matière de recherche et exploration des hydrocarbures, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Par Assia H.

Lors de cet entretien, les deux parties ont abordé «l'expertise que l'Algérie peut apporter en matière de recherche et exploration des hydrocarbures, d'électrification rurale, d'engineering, d'études et de développement des réseaux électriques, notamment dans les régions isolées», a précisé la même source. Dans ce cadre, M. Guitouni a affirmé «la disponibilité de l'Algérie à accompagner le Tchad par la formation, le transfert

de son savoir-faire et de son expérience dans le domaine des hydrocarbures, de l'électricité et des énergies renouvelables». En outre, les deux parties ont abordé les relations bilatérales entre les deux pays qu'ils ont qualifiées de fraternelles ainsi que les moyens de les renforcer et de les développer, ajoute le communiqué. En cette occasion, le ministre de l'Energie a rappelé la volonté de l'Algérie de consolider les relations entre les deux pays et de densifier les échanges avec les pays d'Afrique. Il a également



rappelé l'investissement personnel du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, en faveur du développement de l'Afrique et

du génie africain, précise la même source. Par ailleurs, les deux parties ont abordé l'évolution des marchés pétroliers et des efforts

entrepris par les pays Opec et non Opec dans la stabilisation de ces marchés sur le moyen et long terme.

A. H./APS

## Algérie-Russie

### Yousfi souligne l'intérêt à promouvoir un «partenariat économique de choix»

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, a témoigné à Alger de l'intérêt de l'Algérie à promouvoir «un partenariat économique de choix» avec la Russie, à l'occasion de son entretien avec son ambassadeur

en Algérie, Igor Beliaev, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cet entretien, M. Yousfi a rassuré son interlocuteur de l'appui des services du ministère quant aux projets de partenariat proposés par des entreprises

russes dans plusieurs secteurs d'activités, notamment au niveau des différentes branches industrielles, ajoute la même source. De son côté, M. Beliaev a mis un accent particulier sur l'intérêt porté au marché algérien par les

entreprises de son pays, notamment dans les secteurs des industries mécaniques, sidérurgiques et des mines. Dans ce sens, M. Beliaev a indiqué que de «nombreuses compagnies russes sont en quête de partenariat avec les

entreprises algériennes au regard du potentiel existant». L'entretien a permis de mettre en avant l'excellence des relations de coopération dans les domaines de l'industrie et des mines entre les deux pays, ainsi que «les moyens de les développer davantage», a noté le communiqué.

A. O.

## Afin de doper sa productivité

### Christine Lagarde appelle le Japon à réformer son marché du travail

La directrice générale du FMI, Christine Lagarde, a appelé le Japon à augmenter sa main-d'œuvre féminine et à réduire les interminables heures de travail de ses salariés, afin de doper sa productivité. Notant que «sur les cinq dernières années le nombre de femmes au travail a augmenté de 1,6 million» au Japon, la patronne du Fonds monétaire international a estimé que le gouvernement pouvait faire plus pour encourager cette tendance. «Je pense qu'il y a encore une marge pour prêter plus d'attention à un meilleur accès aux crèches (...), à une réduction des longues heures de travail, pas seulement

pour les femmes, mais pour tous, y compris les hommes», a déclaré Mme Lagarde dans un discours prononcé pour le 20<sup>e</sup> anniversaire du bureau régional Asie et Pacifique du FMI, basé à Tokyo. «Cela pourrait changer la donne pour l'économie japonaise, cela augmenterait la croissance potentielle, améliorerait la productivité et, en plus d'être à mon humble avis un impératif moral, c'est tout simplement du bon sens économique», a-t-elle lancé. Outre une politique monétaire accommodante et des largesses budgétaires, la politique de relance «abénomics» du Premier ministre Shinzo Abe,

inaugurée fin 2012, a promis des réformes structurelles (dérégulation, révision des lois sur le travail, promotion des femmes, réformes agricoles). Mais peu ont avancé comme promis et les analystes considèrent que, sans ces changements fondamentaux, le pays ne parviendra pas à en finir avec ses maux, dont la déflation qui ronge l'économie depuis deux décennies et la dénatalité. Les femmes renoncent souvent au Japon à travailler après le mariage ou une première maternité, ou alors renoncent à fonder une famille pour pouvoir mener une carrière. Les habitudes de travail se caractérisent

par un nombre d'heures supplémentaires souvent démesurées, conduisant jusqu'à des cas de mort par surmenage, qui ont même un nom en japonais : «karoshi». Sur l'année budgétaire 2016/17 achevée fin mars, 191 de ces cas ont été répertoriés par le gouvernement, qui note que 7,7% des salariés japonais effectuent plus de 20 heures supplémentaires par semaine. La durée légale de travail au Japon est de 40 heures par semaine, complétée par un plafond théorique de 45 heures supplémentaires par mois, qui vole en éclats quand existe un accord d'entreprise.

Agences

### Pétrole Les cours continuent de reculer en Asie

LES COURS du pétrole continuaient hier de reculer en Asie où le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en décembre, cédait 21 cents à 56,99 dollars, vers 4h30 GMT dans les échanges électroniques. Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en janvier, reculait de 14 cents à 63,55 dollars. Les marchés s'inquiètent d'une perturbation majeure des approvisionnements en pétrole en cas d'aggravation de la situation politique entre l'Arabie saoudite et l'Iran, étant les deux des plus grands producteurs d'or noir au monde. «Les investisseurs prennent désormais en compte des facteurs géopolitiques, pour la première fois depuis des lustres. Cela contribue à renforcer les prix», a observé Greg McKenna, analyste chez AxiTrader à Sydney. Les marchés surveilleront la publication des chiffres hebdomadaires des réserves américaines, qui sont un indicateur prisé de l'état de la demande au sein de la première économie au monde.

R. E.

## Céréales

### Les prix mondiaux du blé stables en Europe

Les prix du blé étaient inscrits dans l'équilibre en début d'après-midi, soutenus par la vigueur du dollar. La tonne de blé reculait à peine, de 25 centimes d'euro, tant sur l'échéance rapprochée de décembre à 162,50 euros que sur l'échéance de mars à 167,25 euros, avec un modeste volume de moins de 6 000 lots échangés. L'euro était en effet en baisse face à un dollar revigoré par la perspective d'un nouveau resserrement monétaire le mois prochain, tandis que la monnaie unique souffrait d'un indicateur allemand décevant dans un marché dans l'ensemble sans grand élan.

Cette évolution favorisait par conséquent les marchandises européennes à l'export. Cet élément de soutien permettait au maïs d'être à l'équilibre, étant inchangé sur janvier à 157 euros la tonne et regagnant 25 centimes sur mars à 162,75 euros, pour quelque 400 lots échangés. Lors d'un point-presse tenu à son siège parisien, l'AGPM (producteurs de maïs français) a confirmé que cette année, elle avait «les quintaux, mais pas les prix», comme l'a résumé sa secrétaire générale, Anne-Claire Vial, fraîchement nommée à la tête de l'institut technique Arvalis. Car malgré une baisse

de 5% des surfaces cultivées en maïs, la production hexagonale a opéré un très net redressement par rapport à 2016, augmentant de 12%, selon des estimations encore à affiner, qui la placent aux environs de 13,9 millions de tonnes (Mt) contre 12,3 Mt en 2016. Les producteurs français ont en effet vu leur rendement moyen progresser très nettement de 15%, atteignant 103 quintaux à l'hectare, contre 89 l'an dernier, malgré un stress hydrique encore très présent, toutefois compensé par de bons épisodes de pluies au mois d'août et par les progrès de la génétique. «Malheureusement, la

baisse des prix absorbe presque totalement la hausse des rendements», souligne Matthieu Caldumbide, directeur adjoint de l'AGPM. La faute à la production record au Brésil et à des rendements à nouveau au rendez-vous aux Etats-Unis, qui pèsent fortement sur les prix. Malgré le déclenchement, dès le mois d'août, de droits de douane, les importations de maïs depuis les pays tiers dans l'Europe des 28 ont progressé de 72% sur la période de juillet à octobre, notamment en raison du «retour des origines Brésil», souligne M. Caldumbide.

APS

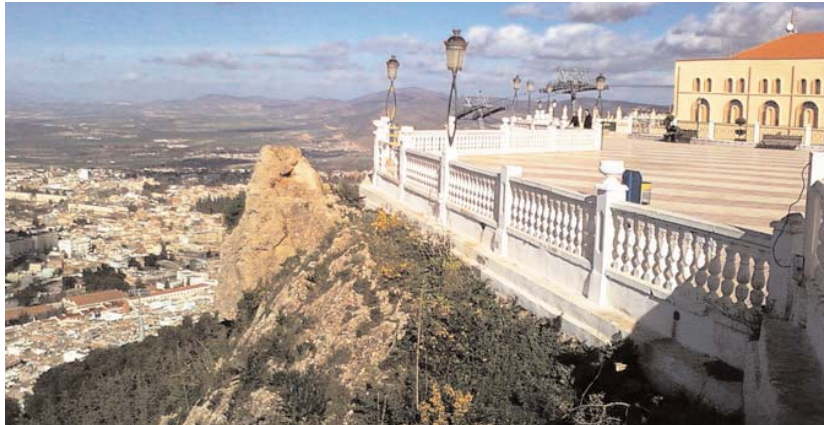
Projet sur Tlemcen la médiévale

# Elargissement prochain à d'autres spécialités universitaires

Le projet traitant du thème «Villes et campagnes dans l'Emirat de Tlemcen au moyen âge» a été élargi aux départements de chimie, de géologie, d'architecture et d'informatique, a indiqué le professeur d'histoire et archéologie de l'islam à l'université de la Sorbonne (Paris), Michel Terrasse, en marge de la table ronde qui se tient sur ce thème à l'université «Abou-Bekr-Belkaid» de Tlemcen (UABT).

Par Ahlem N.

«**N**ous ambitionnons d'introduire l'outil numérique en partenariat avec le département d'informatique, d'archéologie de la couleur, de géologie et d'architecture pour développer davantage les recherches de ce projet», a indiqué, dans une déclaration à l'APS, ce spécialiste, également président de l'Institut méditerranéen, soulignant que c'est une première sur le plan de l'interdisciplinarité. Cette rencontre, ouverte lundi à l'université Abou-Bekr-Belkaid de Tlemcen (UABT), vise à «former l'étudiant doctorant en archéologie par la recherche alliant la théorie à la pratique sur le terrain», a-t-il ajouté, affirmant qu'il s'agit d'un véritable accompagnement des futurs chercheurs par le biais du partenariat Hubert Curien (PHC) Tassili, un programme de coopération algéro-français qui apporte un soutien à des projets de recherche conjoints sur une durée de 3 ans. «L'archéologue doit rendre au citoyen sa culture», a-t-il déclaré à ce propos. Abordant la table ronde qui entend faire un premier bilan de



ce programme qui arrive à son terme le 31 décembre prochain, Michel Terrasse a rappelé que les travaux ont touché des prospections et des fouilles au niveau du Palais du Mechouar, ainsi que l'analyse de monuments importants de Tlemcen dont la mosquée de Sidi Halloui et la grande mosquée de Tagrart. Encadrée avec sa collègue Agnès Charpentier, chargée de recherches au CNRS (France), cette action, fruit d'une convention passée entre les universités

de Tlemcen et de la Sorbonne, permet aux doctorants des deux pays d'effectuer des stages de deux mois dans les deux rives de la Méditerranée pour parfaire leurs travaux, a-t-il indiqué, soulignant qu'«il faut davantage de travaux pour défricher d'importants monuments et sites archéologiques, à l'instar du mausolée de Sidi Yacoub et sa mosquée». Mettant en exergue les qualités du travail effectué par les ateliers de Tlemcen la médiévale demandés partout, notamment

par les Almoravides, Michel Terrasse a cité, à titre d'exemple, le Zellige (zellidj localement) de Tlemcen utilisé à Fès, outre les nombreux échanges avec l'Andalousie et le Maroc. La seconde journée de la table ronde a été consacrée, mardi, à l'archéologie urbaine et monumentale qui a pour objet l'analyse du patrimoine monumental et l'évolution de l'urbanisme de Tlemcen, ainsi que celui des autres villes de la région, telles que Nedroma, Honaine et

Ghazaouet. Les thèmes développés par les intervenants (chercheurs et doctorants) ont été axés sur l'archéologie urbaine et monumentale, l'aménagement du territoire et l'utilisation de l'informatique en archéologie. Amina Bouabdellah, doctorante en archéologie à l'UABT, a fait un état des lieux de la Medina de Nedroma qui a joué un rôle important dans l'histoire du Maghreb médiéval. «Les vestiges monumentaux qu'elle conserve, en sont les meilleurs témoins», a-t-elle fait savoir, déplorant la transformation de son urbanisme, son remodelage et sa recomposition. Pour sa part, le doctorant Bouzidi a traité du thème des monuments méridiens de la ville d'Oujda, mettant l'accent sur la volonté des Mérinides au 13<sup>e</sup> siècle de se doter de places fortes vers l'est de l'Emirat. En 1295, Abu Yussuf Yaqub se rendit maître de Taza et dota cette région de mosquées et de bains considérés comme les premiers de cette époque, a-t-il évoqué. Le professeur Mohamed Nabil Ouissi, chef de département d'archéologie, a abordé le patrimoine rural de la région des «Traras», citant plusieurs modèles de maisons rurales construites avec des matériaux de l'époque et dont ne subsistent, actuellement, que quelques ruines qui «doivent être sauvées et confortées», a-t-il dit. Une situation identique est relevée au niveau de la région des Beni Snouss qu'il faut également préserver et lancer, parallèlement aux travaux de recherches sur leurs époques d'édification, a-t-il insisté. Organisée par les universités de Tlemcen et de la Sorbonne, cette rencontre a été hier par un troisième thème concernant l'étude des sources matérielles de l'histoire, à l'instar du Zellig, la numismatique, la céramique, l'épigraphie, ou les charpentes dans l'Emirat de Tlemcen au moyen âge.

A. N./APS

Said F.

Constantine

## Extension du périmètre d'irrigation d'appoint à 2 000 hectares

La surface du périmètre d'irrigation d'appoint des terres agricoles de la wilaya de Constantine s'est élargie pour atteindre au titre de la saison 2017-2018 les 2 000 hectares alors qu'elle ne dépassait pas les 500 ha fin 2016, a indiqué le chargé de l'irrigation agricole auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Le système d'irrigation d'appoint constitue une «nécessité économique» permettant l'amélioration des revenus de dizaines d'agriculteurs à travers la wilaya ayant opté pour ce procédé moderne, a souligné Khalil Bilal, mettant l'accent sur l'importance de ce système dans la maîtrise de l'utilisation des ressources hydriques et l'augmentation et l'intensification de la production céréalière en particulier. L'extension des surfaces agri-

coles dédiées à la production céréalière et l'utilisation du système d'irrigation d'appoint figurent parmi les facteurs essentiels favorisant l'amélioration de la production agricole, a fait savoir le même responsable, précisant que les surfaces irriguées à l'aide de ce procédé est en «constante augmentation». «Le choix de l'irrigation d'appoint est le meilleur», car permettant, a ajouté le même responsable, la sécurisation de la production et la réalisation de l'autosuffisance alimentaire au double plans local et national tout en économisant l'eau. La Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya offre toutes les facilitations nécessaires aux agriculteurs pour l'achat de l'équipement destiné à l'irrigation d'appoint, a affirmé la même source, pré-

sant que les bénéficiaires s'engagent à payer le coût des équipements dans un délai allant de 3 à 5 ans. La wilaya de Constantine enregistre un déficit en matière des eaux souterraines nécessaires dans la conduite des opérations d'irrigation, a relevé le même responsable, avant de mettre l'accent sur l'importance des grands transferts d'eau à partir du barrage de Béni Haroun de Mila dans la réussite de cette opération. La surface agricole consacrée à la culture des céréales atteindra, au titre de la saison 2017-2018, les 80 000 hectares dont plus de 35 000 ha pour le blé dur, près de 20 000 ha pour le blé tendre et 17 000 ha pour l'orge, selon les informations communiquées par la même source.

Bouhadjar / El Tarf

## Près de 150 foyers raccordés au réseau de distribution de gaz naturel

Plus de 145 foyers, sis à la cité des 500 logements relevant de la commune de Bouhadjar, distante de près de 50 km du chef-lieu de la wilaya d'El Tarf, ont été raccordés au réseau de distribution publique de gaz naturel au cours d'une cérémonie marquée par une ambiance particulière créée par les familles bénéficiaires. Cette opération de mise en gaz sera suivie d'une autre similaire «avant la fin de l'année en cours», a

déclaré le wali d'El Tarf, Mohamed Belkateb, insistant sur les efforts déployés par l'Etat dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des citoyens, notamment celles liées aux besoins vitaux telle la dotation en gaz naturel dans cette région réputée pour la rudesse de son hiver. Ciblant un total de 500 foyers, cette opération a nécessité un investissement public de près de cinq millions de dinars, a-t-on également rappelé. Une enve-

loppe financière de plus de 500 millions de dinars a été, par ailleurs, retenue pour la réalisation d'une série d'opérations portant sur l'amélioration des conditions de vie de la population en matière d'alimentation en eau potable (AEP) et de réhabilitation des routes de Bouhadjar, a signalé le chef de l'exécutif local. Une série de préoccupations ayant trait aux conditions de vie (AEP, gaz de ville, routes, électrification rurale...) de cette daïra frontalière a

été exposée au premier responsable de la wilaya par les habitants des communes de Bouhadjar, Hammam Béni Salah, Oued Zitoune et Ain Kerma, relevant de la daïra de Bouhadjar. Dans ce contexte, l'accent a été mis sur les différents projets et programmes engagés pour une prise en charge efficiente des problèmes posés et l'effort soutenu de l'Etat pour améliorer les conditions de vie des populations résidant à travers les loca-

lités frontalières notamment. Il est à rappeler que les efforts considérables déployés par l'Etat pour assurer une meilleure couverture en matière de gaz naturel dans la wilaya d'El Tarf ont permis d'atteindre un taux de pénétration de l'ordre de 56% alors que la couverture en électricité à atteint 96,5% dans la wilaya, où les 24 communes sont couvertes par un réseau de transport d'électricité de 350 km.

Souad B./APS



Démocratisation «infondée» au Maroc

# «Spectacle de marionnettes et comédie de longue durée»

■ Le processus de démocratisation du Maroc est «infondé», selon les rapports de think tanks et de nombreux commentateurs étrangers qui ont tenté de mettre au clair sept mythes les plus répandus sur la démocratie au Maroc, ont rapporté des médias, précisant que dans ce pays il y a «un spectacle de marionnettes assez divertissant appelé gouvernement, et une comédie de longue durée appelé Parlement».

Par Fateh K.

Se basant sur un séjour de recherche de 6 mois au Maroc, ce récapitulatif publié par le journal électronique Huffington Post, vise à démystifier sept mythes communs sur la prétendue transition démocratique dans le pays. L'article, dont la version originale a été publiée sur le site web britannique, openDemocracy, est venu contredire «l'image réformiste que les autorités marocaines cherchent à projeter à l'étranger», et selon laquelle un processus de démocratisation du Maroc est en cours, un fait que le site juge «infondé». A la question «si le Maroc était une monarchie constitutionnelle ?», l'auteur de l'article a répondu : «Il y a une séparation des rôles, mais pas de séparation des pouvoirs : "politique, économique et religieux" sont tous concentrés au Palais royal, qui prend toutes les décisions importantes et contrôle tout dans les faits : le Parlement, le pouvoir judiciaire, les forces de sécurité, la plupart des médias et les sphères non-gouvernementales». Aux côtés de ce pouvoir, il y a, au Maroc, «un spectacle de marionnettes assez divertissant appelé gouvernement, et une comédie de longue durée appelé Parlement, avec un mélange de partis politiques hargneux ayant la capacité de générer une quantité infinie d'intrigues amusantes, mais sans conséquences», a écrit le journal. Un autre mythe répandu : le Palais a adopté la réforme démocratique. En 2011, lorsque des manifestants inspirés par le Printemps arabe sont descendus dans les



rués, le palais a promis des réformes démocratiques et a présenté une nouvelle Constitution qui garantit un bon nombre de libertés politiques. «Mais rien d'exceptionnel en somme», a ajouté le site.

## La démocratisation au Maroc «est en marche arrière»

Les mythes racontent aussi qu'il y a un processus de démocratisation, mais «ce n'est pas fondé», a ajouté le site. Dès que les manifestations du Printemps arabe ont perdu leur élan, en partie en raison de la répression policière – la démocratisation a

été mise en veille. «La démocratisation au Maroc est une rue à double sens, et en ce moment le pays est en marche arrière. Pour ne donner qu'un exemple, la Constitution consacre l'accès à l'information comme un droit fondamental de tous les citoyens. Le dernier projet de la loi organique ajoute une touche: les citoyens ont le droit d'accéder à l'information, mais s'ils publient ensuite ces informations, ils pourraient être envoyés en prison pour cela». Les commentateurs ont listé également un autre mythe auquel le monde a cru. «Les Marocains n'ont jamais été autorisés à choisir entre l'évolution ou la révolution, et personne ne sait

ce que la majorité choisirait dans le cas peu probable où ils seraient consultés sur la question», ironise-t-on. En outre, il est indiqué dans le rapport que «le Palais royal a empêché l'émergence de toute alternative crédible à lui-même : évolution, révolution ou autre». Pour ce qui est de la création d'emplois, qui constitue «le plus grand défi d'aujourd'hui au Maroc», la réponse a été négative. «Beaucoup de jeunes Marocains sont inemployables dans les conditions actuelles du marché libre, de globalisation et de libre-échange, et cela ne changera pas de sitôt», a-t-on affirmé. La plupart des diplômés des écoles

marocaines «sont terriblement mal outillés pour occuper les plus hautes positions du marché mondial de l'emploi, à cause du lamentable système d'éducation public», a alerté le rapport. «Aujourd'hui, le défi n'est pas de créer des millions d'emplois, ce qui est impossible à court terme. Le véritable défi est d'empêcher des millions de jeunes gens en colère d'exprimer collectivement leur rage contre un système qui les néglige et les a laissés pourrir pendant que les enfants des riches instruits dans le privé accaparent les meilleurs emplois», a-t-on regretté.

## La stabilité sociale du Maroc sera encore tendue

Après avoir constaté que le Maroc a traversé de multiples lignes de fissure : riches et pauvres, urbains et ruraux, traditionalistes et modernistes, l'analyse indique que «ces divisions préexistantes pourraient facilement être approfondies et exploitées par des acteurs politiques, si l'occasion se présente». Les manifestations qui ont éclaté dans tout le pays pendant le Printemps arabe ont fini en émeutes dans de nombreuses villes. Dans un proche avenir, la stabilité sociale déjà précaire du Maroc «sera encore tendue par le nombre croissant des jeunes inemployables», a-t-on prévenu. Aussi, l'idée que le monde est d'accord que plus de démocratie est meilleur pour le pays est «fausse», a souligné encore le site électronique. Pour illustrer, l'on revient sur les propos du Chef du gouvernement marocain qui a affirmé à plusieurs reprises que le rôle de son exécutif est de mettre en œuvre des directives royales. «Les partis politiques sont des pyramides d'intérêt étroits qui ne pratiquent même pas la démocratie interne», a-t-on commenté dans le même ordre d'idées. «La plupart des citoyens ne votent pas, la plupart ne manifestent pas activement contre le système», affirment les mêmes sources. Pour résumer : malgré les réformes sur de nombreux fronts, «le Maroc n'évolue pas vers plus de démocratie, et il semble peu probable qu'il le fasse dans un avenir prévisible. La stabilité, déjà précaire, subira une pression supplémentaire inévitable en raison de l'employabilité des jeunes et des effets du changement climatique», a-t-on conclu.

F. K./APS

R. M.

## Tunisie

# La production de phosphate en hausse de 30% en dix mois

La Tunisie a produit 3,8 millions de tonnes de phosphate sur les dix premiers mois de l'année 2017, soit une hausse de 30% par rapport à la même période l'année 2016, a déclaré le ministre tunisien de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Khaled Kadour, cité par des médias locaux. Les recettes liées à la production de phosphate ont atteint 500 millions de dollars, a indiqué le ministre, ajoutant que la Tunisie pourrait boucler l'année 2017 avec une production de 4,5 millions de tonnes de phosphate. Ce bilan reste toutefois inférieur aux performances de l'année 2010, a-t-il relevé, lorsque la Tunisie avait «pu franchir la barre des 8 millions de tonnes de phosphate». Pour ce qui est de la production pétrolière, fin octobre dernier, la Tunisie avait produit 45 000 barils par jour à l'échelle nationale. Le ministre tuni-

sien a fait savoir qu'une augmentation d'un dollar par baril de pétrole coûte au budget de l'Etat pas moins de 120 millions de dinars (un dinar vaut environ 0,4 dollar). Le prix du baril de pétrole a grimpé jusqu'à la fin de la semaine dernière à 64 dollars, soit 10 dollars de plus, a précisé M. Kadour.

## Projets de construction de navires militaires par des compétences tunisiennes

Des navires et des bateaux-remorqueurs sont en cours de construction dans le cadre du partenariat entre l'institution militaire et le secteur privé, a annoncé mardi le ministre de la Défense nationale, Abdelkarim Zbidi. «La construction de ces bateaux est assurée par des compétences militaires et civiles tuni-

siennes», a-t-il tenu à préciser à l'ouverture de la 35<sup>e</sup> session de l'Institut de défense nationale, à Bortal Hayder. A ce propos, il a annoncé le projet de construction d'un navire qui, d'après lui, sera à la fois plus grand et plus rapide que le navire «Istiqal» construit en 2015, rapporte l'agence TAP. Rappelons-le, signifiant «indépendance», «Istiqal» est un navire de guerre de type patrouilleur qui a été entièrement construit par des officiers, ingénieurs et compétences militaires tunisiennes dans le secteur maritime, en collaboration avec une entreprise locale spécialisée dans le même domaine. Ce navire a été construit à partir de pièces fabriquées en Tunisie, à l'exception des moteurs venant d'Allemagne et des pompes à eau venant de Suède.



TMC célèbre sa première année de production «Made in Algeria»

## Plusieurs projets seront concrétisés en 2018

## Le Groupe Tahkout inaugurera une usine Suzuki en 2018

Page animée par Ali Zidane

**T**ahkout Manufacturing Company (TMC) célèbre aujourd'hui, en ce jour de fête de déclenchement de la révolution nationale, sa première année de production de véhicules Hyundai «Made in Algeria». Après huit modèles produits et lancés sur le marché algérien, Tahkout Manufacturing Company (TMC) lance la citadine I20 Nouvelle génération.

Tahkout Manufacturing Company (TMC) représente aujourd'hui un des acteurs importants dans l'économie algérienne. Avec une augmentation de capacités de production, l'usine située à Tiaret, a augmenté ses capacités en ressources

humaines de plus de 60% par rapport à sa période de démarrage, ce qui a permis de répondre au mieux à la demande du marché algérien en besoin de véhicules particuliers.

Aussi, le taux d'intégration des véhicules particuliers fabriqués au sein de TMC ne cessera d'augmenter en créant des sociétés mixtes qui viendront s'ajouter à d'autres sociétés du

Le Groupe Tahkout dispose déjà d'une usine de plaquettes de freins à Reghaïa.

À cette occasion, M. Mahieddine Tahkout, président-directeur général du groupe Tahkout a déclaré : «*Nous sommes heureux d'annoncer aujourd'hui, en ce jour très important pour l'Algérie, la lance-*

*ment de notre citadine i20 nouvelle génération, et de répondre ainsi à une demande du marché de plus en plus exigeant et pointilleux sur les véhicules particuliers.*».

Il annoncera également le lancement du partenariat de TMC avec un partenaire tunisien et l'inauguration prochaine de l'usine de fabrication de plaquettes de freins située dans la commune de Reghaïa (Alger). Il déclarera à la presse également que son groupe a paraphé un partenariat avec la société tunisienne «Plastic Electromechanica Company» pour la fabrication de tous types de plastiques destinés à la fabrication de voitures. Cette dernière, basée dans la wilaya de Tissemsilt, sera opér-



tionnelle en 2018. M. Tahkout qui fixe un objectif de 40% de taux d'intégration dans son usine de Tiaret (Hyundai) à l'horizon 2019, dira que les deux nouvelles usines vont activement contribuer à atteindre cet objectif, mais pas uniquement, car la production sera destinée à l'ensemble du marché national, mais aussi international avec un projet d'explorations pour exporter vers d'autres pays.

Suzuki va assembler des véhicules en Algérie en partenariat avec le groupe Tahkout. Et selon le patron du groupe algérien, le projet est en phase de finalisation. Une année après l'inauguration de l'usine TMC qui produit certains modèles de la gamme Hyundai, le groupe Tahkout va lancer une autre usine d'assemblage de véhicules, cette fois-ci avec le constructeur japonais Suzuki.

Elle sera proposée à 2 090 000 DA

## Début de production de la Hyundai I20



et peu connue jusqu'ici par les clients algériens, cette nouvelle citadine regorge de style avec une allure sportive et dynamique. Améliorée en équipements, la Hyundai I20 jouit d'un excellent rapport qualité/prix. Sa large calandre

Tahkout Manufacturing Company annonce le début de production d'un nouveau modèle dans son usine de Tiaret, il s'agit de la Hyundai I20. Cette nouvelle génération de Hyundai I20 vient renforcer la gamme des véhicules particuliers Hyundai de l'usine TMC. Modèle inédit, la Hyundai I20, deuxième du nom, fera mieux que sa devancière. Assez timide

entourée de chrome et un agrandissement du véhicule de 4 cm laissent apparaître une silhouette élancée. Grâce à sa configuration ingénieuse, le conducteur bénéficie d'une meilleure visibilité grâce à l'orientation de la console centrale et d'une ergonomie sans faille. Son empattement ayant augmenté de 45 mm par rapport à sa devancière et en rehaussant ses dimensions

généreuses, son habitacle peut accueillir confortablement jusqu'à cinq occupants. Son intérieur conçu avec des matériaux bien choisis, bien assemblés et agréables à l'œil comme au toucher, permet à la I20 de répondre aux exigences les plus poussées en termes de confort et de sécurité. Cette Hyundai I20 est la variante indienne puisqu'elle ne mesure que 3 985 mm de long contre 4 035 mm pour la version européenne. Elle conserve, par contre, le même empattement que la «i20 Elite», soit 2 570 mm,

Le coffre de 326 Litres (+ 31 litres par rapport à la précédente) reste l'un des meilleurs de sa catégorie. Côté motorisation, cette nouvelle I20 fait son entrée avec deux versions, à savoir la 1.4 essence 100 ch. et la 1.4 CRDI de 90 ch. On notera que le modèle I20 a été choisie par Hyundai pour représenter la marque lors du championnat du monde des Rallyes durant ces 2 dernières années. Ce modèle concourant a été spécialement configuré à cette occasion.

Côté tarification, Cima Motors distributeur de la marque indique que le prix de la version essence Hyundai I20 1.4 Ess 100ch BVA4 : 2 090 000 DA TTC alors que la version diesel Hyundai I20 1.4 CRDI 90ch BVM6 est proposée à 2 300 000 DA TTC.

Skoda

## La barre du million de véhicules produits en 2017



Skoda a atteint, au 31 octobre, la barre du million de véhicules produits en 2017. Un record pour la marque tchèque ! Skoda vise un nouveau record ! Celui du plus grand nombre de véhicules jamais produits sur une année. La firme tchèque vient déjà de franchir la barre du million d'exemplaires fabriqués en 2017. Dans son histoire, Skoda n'avait jamais atteint ce seuil si tôt. «Atteindre la marque d'un million de véhicules produits est une étape importante pour nous cette année», a commenté Michael Oeljeklaus, membre du directoire en charge de la pro-

duction et de la logistique. «Ce chiffre souligne la performance de nos sites de production ainsi que l'expertise de nos équipes», a-t-il ajouté. Une production boostée par les Octavia, Fabia et Superb.

Les best-sellers Octavia, Fabia et Superb ont été les principaux artisans de cette production record, tout comme le nouveau Kodiaq. Rattachée depuis 1991 à Volkswagen, la marque Skoda produit aujourd'hui 7 modèles et plus de 40 versions au sein de 14 usines réparties dans 7 pays à travers le monde (République tchèque, Chine, Inde, Russie...).

Industrie militaire :

## Près de 13 000 véhicules Mercedes-Benz produits en Algérie



qu'é 3 000 camions et 100 bus, a précisé M. Krikrou lors de la cérémonie de livraison de 380 camions, bus, et véhicules tous usages de marque Mercedes-Benz par la Société Algerian motors services Mercedes-Benz (SPA AMS-MB) au

Près de 13 000 véhicules, tous types confondus, ont été produits en Algérie jusqu'à maintenant par les sociétés de fabrication de véhicules de marque Mercedes-Benz relevant du ministère de la Défense nationale (MDN), a indiqué, lundi à Alger, le directeur du Conseil d'administration de la Société algérienne pour la fabrication de véhicules de marque Mercedes-Benz (SAFAV-MB) de Tiaret, le général Smail Krikrou.

Ainsi, la société SAFAV-MB a fabriqué 6 000 véhicules utilitaires et 3 800 véhicules tout-terrain (4x4), tandis que la Société algérienne pour la production de poids lourds Mercedes-Benz (SAPPL-MB) de Rouiba a fabri-

profit de la Direction centrale du matériel relevant du ministère de la Défense nationale (MDN), ainsi que de plusieurs entreprises économiques publiques et privées. Trois sociétés à capitaux mixtes avaient été créées en juillet 2012 dans le cadre de la mise en œuvre de protocoles d'accords algéro-émirati-allemand pour le développement de l'industrie mécanique nationale. Ces sociétés, relevant du ministère du MDN, ont été créées en partenariat avec le Fonds d'investissement émirati Aabar et le constructeur allemand Daimler/Mercedes-Benz comme partenaire technologique.

## Jeep Wrangler (2018) : Premières photos officielles

L'icône Jeep Wrangler se renouvelle. Modernité oblige, elle emprunte le multimédia dans le groupe FCA (Fiat Chrysler Automobiles) et des mécaniques à l'Alfa Romeo Stelvio. Elle sera officiellement présentée au Salon de Los Angeles, début décembre.

La Jeep Wrangler 2018 prendra son premier bain de foule au salon de Los Angeles 2017. L'événement ouvrira ses portes au public du 1<sup>er</sup> au 10 décembre prochain. Voici une des premières photos officielles de la nouvelle Wrangler MY (Model Year) 2018 comme on dit outre-Atlantique. Pour l'instant, la

marque américaine n'évoque que les motorisations essence de la gamme. L'entrée de gamme est confiée à un inédit bloc à quatre cylindres 2.0 turbo alors que le V6 3.6 Pentastar de 284 ch qui officie déjà sous le capot de l'actuelle Jeep Wrangler reprendra du service. Le «petit» quatre cylindres devrait être logiquement le moteur connu sous les capots de la berline Alfa Romeo Giulia et de son alter-ego SUV, l'Alfa Romeo Stelvio.



A bord, la rustique Jeep Wrangler modernise son habitacle en se dotant du système Uconnect, lequel repose sur un écran tactile de 8,4 pouces (21,33 cm) de diagonale. Sa devancière disposait d'un écran de 6,8 pouces (17,27 cm). La connectivité repose sur le protocole Apple CarPlay.



Chine

# Trump poursuit sa croisade contre la Corée du Nord

■ Donald Trump a entamé, hier en Chine, l'étape potentiellement la plus délicate de sa tournée asiatique, au cours de laquelle il tente de forger un front uni contre les ambitions nucléaires de la «cruelle dictature» nord-coréenne.

Par Rosa C.

L'avion du président américain a atterri à l'aéroport de Pékin en provenance de Séoul, donnant le coup d'en-



PH &gt; D. R.

voit d'une visite de moins de 48 heures en Chine, pays dont il avait fait l'un de ses boucs émissaires avant son élection il y a tout juste un an, l'accusant d'avoir «volé» des millions d'emplois aux

États-Unis. Mais désireux d'obtenir l'aide de Pékin dans sa croisade contre la Corée du Nord, il ne tarit plus d'éloges envers son homologue chinois, qui lui faisait hier visiter la Cité interdite, l'ancien palais des empereurs de Chine. «J'attends avec une grande impatience de rencontrer le président Xi, qui vient tout juste de remporter une grande victoire politique», avait tweeté M. Trump quelques heures avant de rejoindre Pékin, faisant allusion au nouveau mandat de cinq ans que Xi Jinping a obtenu à la tête du Parti communiste chinois (PCC) et donc du pays le plus peuplé du monde. «Il passe de la pommade. C'est pour préparer le terrain et le mettre de bonne humeur parce qu'il aura des choses désagréables à lui dire», pronostique le sinologue Jean-Pierre Cabestan, de l'Université baptiste de Hong Kong. Si la

Chine a voté les dernières sanctions de l'ONU contre la Corée du Nord et promis de les appliquer strictement, Washington lui demande d'en faire davantage pour étrangler économiquement Pyongyang. «Des échanges commerciaux se poursuivent à la frontière sino-coréenne», a affirmé un haut responsable de l'administration américaine devant la presse. «Nous allons travailler étroitement avec les Chinois pour identifier ces activités et y mettre fin», a-t-il dit dans l'avion qui amenait Donald Trump à Pékin. La Chine, qui assure la quasi-totalité du commerce de la Corée du Nord, est en position cruciale pour faire pression sur le régime de Kim Jong-Un, qui a procédé début septembre à un nouvel essai nucléaire. Mais si elle s'oppose au programme nucléaire nord-coréen, elle rejette les menaces de Donald Trump et plaide pour le dialogue. Avant de quitter la Corée du Sud, Donald Trump a une nouvelle fois mis en garde la Corée du Nord, tout en appelant Kim Jong-Un à sortir de son isolement. «Ne nous sous-estimez pas, ne nous mettez pas à l'épreuve», a lancé M. Trump devant l'Assemblée nationale sud-coréenne, sous des applaudissements nourris. M. Trump en a profité pour appeler «toutes les nations responsables» à unir leurs forces, citant la Chine et la Russie, appelées à rompre tous liens commerciaux et technologiques avec le régime stalinien. «Vous ne pouvez pas soutenir, vous ne pouvez pas approvisionner, vous ne pouvez pas accep-

ter», a-t-il lancé. Mais le président américain a aussi tendu la main au dirigeant nord-coréen. «En dépit des crimes que vous avez commis contre Dieu et l'homme, nous voulons ouvrir une voie vers un avenir meilleur», a-t-il déclaré à l'attention du jeune leader du Nord. Des propos qui ne devraient pas convaincre Pyongyang de renouer le dialogue, selon des experts sud-coréens. Qualifier Kim Jong-Un de dictateur cruel «pourrait suffire à provoquer la Corée du Nord, qui attache la plus grande importance à la dignité de ses dirigeants», relève Yang Moo-Jin, expert des questions nord-coréennes à l'Université de Séoul. Son discours devant les députés sud-coréens intervenait quelques heures après une déconvenue pour Donald Trump : l'annulation d'une visite surprise sur la zone démilitarisée (DMZ). Pour cause de brouillard, l'hélicoptère présidentiel n'a pu se poser à proximité de cette zone qui sépare les deux Corées depuis la fin de la guerre en 1953. Les relations commerciales devraient être l'autre gros dossier de la visite du président américain en Chine, même si plusieurs gros contrats pourraient être signés à cette occasion. A bord d'Air Force One, le haut responsable de l'administration Trump a évoqué «les graves déséquilibres» dans la relation économique bilatérale, «pas juste le déficit commercial mais aussi les règles inéquitables, comme les transferts de technologie imposés aux entreprises américaines».



## Points chauds

Allégeance

Par Fouzia Mahmoudi

Si le Parti républicain américain a longtemps combattu Donald Trump, il a finalement accepté l'idée que cela était sa seule voie pour retrouver les chemins de la Maison-Blanche. Nombreux furent les cadres du parti conservateur qui ont désavoué le candidat Trump, certains jusqu'après les élections. Malgré tout, cette élection est une aubaine pour les républicains qui étaient assurés de perdre face à Clinton. Pourtant, depuis le début du mandat du président milliardaire, les difficultés s'amoncellent pour les élus du GOP. Donald Trump célébrait hier le premier anniversaire de sa victoire à l'élection présidentielle américaine. Pourtant, l'humeur n'était pas à la fête mardi soir dans le camp républicain, qui a perdu des élections locales ayant pris l'allure de référendum contre le milliardaire. En Virginie et dans le New Jersey, les deux candidats républicains au poste de gouverneur ont été battus par leurs adversaires démocrates. Dans le Maine, les électeurs ont approuvé par référendum l'élargissement du programme public de couverture maladie pour les plus modestes, validant un volet de la réforme de Barack Obama. Et, sans surprise, le maire démocrate de New York, Bill de Blasio, a été facilement réélu avec plus de 65% des voix. Les enjeux locaux ont bien sûr aussi pesé dans ces scrutins. Près de la moitié des électeurs de Virginie ont dit n'avoir pas voté en fonction du dirigeant, selon les sondages de sorties des urnes. La Virginie penchait depuis des années du côté démocrate. Dans le New Jersey, l'impopularité du gouverneur républicain sortant, Chris Christie, a pesé sur la candidate républicaine, qui était vice-gouverneur. Mais les démocrates peuvent se réjouir d'avoir su mobiliser leurs troupes en force. En Virginie, les électeurs qui se définissent comme «progressistes» représentaient 28% des électeurs, contre 20% il y a quatre ans. La proportion de votants conservateurs a baissé. Des signes encourageants pour ceux qui préparent la reconquête en 2018, à l'occasion des élections législatives nationales de mi-mandat. «Les électeurs ont rejeté l'agenda Trump-Pence», s'est félicité le président du Parti démocrate, Tom Perez. «Les succès de ce soir ne sont que le début», a-t-il dit. «Ce soir, le New Jersey a envoyé un message sans équivoque à tout le pays : nous valons mieux que cela», a déclaré Phil Murphy, vainqueur dans le New Jersey, soulignant qu'il s'agissait des premières élections majeures depuis la victoire de Donald Trump. Depuis la Corée du Sud, le successeur de Barack Obama a expliqué que le perdant de Virginie, Ed Gillespie, aurait dû clairement faire campagne comme un proche allié, au lieu de rester ambigu. «Ed Gillespie a travaillé dur, mais ne s'était pas pleinement associé à moi ni à mes idées», a écrit le dirigeant sur Twitter. Mais cette volonté de certains républicains de se distancer de Trump ne va pas disparaître du jour au lendemain, surtout que rien ne prouve qu'une allégeance au président serait bénéfique pour une élection. Reste à savoir si cette tendance continuera à se développer et surtout qu'est-ce que cela annoncera pour le scrutin législatif décisif de mi-mandat.

F. M.

Pollution

## Indiens et Pakistanais suffoquent dans le brouillard

De New Delhi en Inde à Lahore au Pakistan, le nord du sous-continent indien toussait et respirait difficilement hier dans un épais brouillard polluant, danger de santé publique pour des dizaines de millions de personnes. Le toxique rideau gris tombé sur cette région de plaines met en question la durabilité des modes de vie humains dans des zones aussi peuplées. Et ce à l'heure où l'empreinte de l'homme sur la planète bleue est au cœur de la COP23 qui se déroule actuellement en Allemagne. Cette atmosphère invivable résultait d'une conjonction de brûlis agricoles et d'émissions urbaines. Pour ne rien arranger, les conditions météorologiques (vent faible, arrivée du froid, humidité) empêchaient la dissipation des polluants et laissaient augurer d'un reste de semaine irrespirable. Hier, un voile opaque – équivalent selon les experts à deux paquets de cigarettes par jour – était posé sur la capitale indienne. Face à l'urgence, les autorités locales

ont décrété la fermeture de tous les établissements scolaires pour le reste de la semaine. Cinq millions d'écoliers resteront donc chez eux jusqu'à dimanche au moins. Dans les rues de cette mégapole d'une vingtaine de millions d'habitants, certains piétons se protégeaient vainement de cet air toxique en se nouant un vêtement ou un chiffon sur le visage. La pollution s'insinuait jusque dans le moderne métro souterrain, dont les galeries étaient enfumées. «Quand je suis parti à quatre heures du matin au travail, je ne voyais presque rien», a déclaré à l'AFP Jeevanand Joshi, un vendeur de thé de rue. «Ce n'est pas du brouillard, c'est de la fumée et ça nous rend certainement tous malades». Le nuage ignorait les frontières tracées par les hommes. Hospitalisations massives, entreprises fermées, avions annulés, horaires décalés dans les écoles : de l'autre côté des barbelés, au Pakistan, Lahore était également piégée dans ce brouillard polluant. Dans

l'hôpital Mayo, l'un des plus grands de Lahore, des patients attendaient un traitement assis sur des brancards. Plusieurs sexagénaires, allongés, respiraient dans un masque à oxygène, a constaté l'AFP. Leur nombre a «quadruplé» pour «les problèmes oculaires, les infections respiratoires et l'asthme liés à la brume maronnâtre», a observé le docteur Irshad Hussain. En Inde aussi bien qu'au Pakistan, les concentrations de particules en suspension pulvérisaient les plafonds recommandés pour la santé. Les sites internet ne savaient à quelle nuance de rouge se fier pour signifier le niveau de danger. Ainsi, vers 13h00 locales (07h30 GMT), les différents compteurs de New Delhi affichaient des niveaux nocifs de particules ultra-fines (PM<sub>2.5</sub>), entre 400 et 700 microgramme par mètre cube d'air (µg/m<sup>3</sup>). Pour Lahore, le compte Twitter @LahoreSmog faisait lui état d'une présence de 509 µg/m<sup>3</sup> de PM<sub>2.5</sub> vers 13h00 locales (08h00 GMT).





Paru récemment aux éditions Dar Fadhaate, Jordanie

# Naciba Attalah crée un monde virtuel dans «Face Ichk»

■ La poétesse et auteure Naciba Attalah propose dans son recueil «Face Ichk», paru récemment aux éditions Dar Fadhaate (Jordanie), une première expérience narrative de sept textes, où elle fait montre d'un talent exceptionnel dans la construction d'un monde virtuel en utilisant un style parallèle polyphonique et une langue très poétique.

Par Maïssa B.

L'auteure s'est inspirée de la terminologie de Facebook pour exprimer des états correspondant au Poke, à l'icone, à l'Espace de recherche, à Messenger, à Contacter et même au voyant vert signalant qu'une personne est en ligne. Il s'agit d'une véritable immersion dans le monde virtuel devenu une alternative au réel. Les personnages se relayent pour se confier et raconter leurs expériences sentimentales, faisant de l'ouvrage de Naciba le réceptacle de l'amour franc qui se cherche dans le «laboratoire Facebook», lui-même un espace d'association libre où tout un chacun se cache pour dire la vérité qu'il ne peut dire publiquement. Dans sa première nouvelle «El Hob El-Azreq» (L'amour bleu), l'auteure dévoile le monde qui est sien et vers lequel elle tend à attirer le lecteur. Elle raconte l'histoire de l'amoureuse

qui devient illusion à travers l'épouse qui trompe son mari en se faisant passer pour une autre sur Facebook sans qu'il ne découvre sa ruse. L'amour semble vrai et la trahison n'est que l'intrigue dans cette histoire. L'amour imaginé par l'auteure se perpétue dans «L'univers bleu» à travers «Echawq Fi El-Wakt Eda'ia» (Desir en temps perdu) où elle s'immerge davantage dans les relations de ses personnages virtuels mettant en exergue l'extrême sincérité des dialogues, qui n'appartiennent pas au discours commun. Texte littéraire profond par excellence, ces dialogues s'apparentent à de la poésie, d'ailleurs l'auteure utilise des extraits, voire des poèmes entiers. Dans la nouvelle «Ta'abatou Kheiba» (Emporté par le désespoir), l'amoureux étale son désespoir dans une histoire toute en poésie où l'auteure régale le lecteur par un magnifique poème populaire avant de lui brandir une fin tragique. Naciba Attalah interpelle

le virtuel à travers la convocation du monde réel dans «Sawtounka Edamaa El-Akhira» (Ta voix est la dernière larme). En posant des questions sans y répondre, elle semble donner à ses héros le prétexte de plonger davantage dans leur monde parallèle. Un boycott Facebookien est décrété dans «Leylatane Lil Bouka oua Es-saada» (Deux nuits de larmes et de bonheur) à travers les tourments du réel et les plaisirs du virtuel dans un échange nostalgique entre deux personnages. La souffrance paraît plus belle et moins pesante dans l'univers bleu. Dans «Ahaditou El Wahm» (Divagations), un texte composé d'extraits sous le titre «Chronique d'une femme agonisante», se répétant à des dates différentes, les «facebookeurs» de Naciba s'expriment sur l'époque et l'amour, affirmant pour certains que «la vie sans amour est un enfer supportable» et pour d'autres que «la vie sans amour est un enfer insupportable».

Pour clôturer son recueil,



Naciba Attalah a choisi «Wajhou Enissyane El-Akher» (L'autre visage de l'oubli) avec la séparation des deux amoureux aussi bien dans le monde virtuel que réel, une fin qui explique la flamme poétique tempérée même si le raffinement de la langue reste le même. Diplômée de l'universi-

té de Mascara, Naciba Attalah est poétesse et écrivaine qui a déjà publié un recueil de poésie. M. B.

## Béchar

### 998 millions DA pour le développement des structures culturelles

Un investissement sectoriel de l'ordre de 998 millions de dinars a été consacré, ces trois dernières années, au développement des structures culturelles et artistiques à travers la wilaya de Béchar, a indiqué avant-hier la direction locale du secteur.

Cet investissement public vise en plus du renforcement du réseau de structures culturelles dans la région la promotion de la culture et des arts en général, ainsi que du patrimoine, a-t-on

précisé. Cet investissement a ainsi permis la réalisation et l'équipement de sept bibliothèques communales, dotées d'un fonds de lecture global de 210 000 titres, soit 30 000 titres chacune, toutes sciences confondues, dans la perspective de la promotion et le développement de la lecture publique et la vulgarisation du savoir au profit des habitants des sept communes bénéficiaires, a-t-on signalé. Un théâtre régional de

400 places, qui sera réceptionné en juillet 2018, est également en réalisation et équipement au titre du même investissement sectoriel pour un montant de 413 millions DA, a-t-on ajouté. La réalisation de cette structure théâtrale, première du genre à Béchar, permet le renforcement, la modernisation et la promotion des activités théâtrales. Le secteur de la culture, qui est en voie de réception avant la fin de 2017, d'un institut régional de

musique, qui a nécessité la mobilisation d'un montant de 195 millions DA (réalisation et équipement), compte faire de cette institution artistique un espace de prise en charge en matière de formation musicale académique, et un centre de création musicale et sauvegarde des traditions musicales de la région, a-t-on indiqué. Ces nouvelles structures sont un autre moyen de la sauvegarde de la culture, des traditions et du patri-

Lauréat du «Grand prix d'Algérie de l'art plastique» en 1983

### L'artiste plasticien Salah Hioun tire sa révérence à l'âge de 81 ans

L'artiste plasticien Salah Hioun est décédé, avant-hier, à l'hôpital de Birtraria à Alger, à l'âge de 81 ans, a fait savoir sa famille.

Le défunt a commencé son parcours artistique au milieu des années 1960 en participant, pour la première fois, à une exposition collective en 1965 au sein de l'Union nationale des arts plastiques.

L'artiste a suivi une formation à l'Ecole des

beaux-Arts d'Alger et de Paris (France), ce qui lui a ouvert des horizons et permis de découvrir différentes écoles et tendances artistiques du monde. Feu Hioun a pu émergé progressivement en tant qu'artiste distingué depuis la fin des années 1960, et ce, après sa première exposition qui a eu lieu en 1969, marquant ainsi, sa véritable naissance artistique. Le défunt a obtenu le prix du concours «Grand prix d'Algérie de l'art plas-

tique» en 1983. Il a réalisé des fresques historiques pour le Musée de l'Armée et a également exposé ses œuvres dans plusieurs galeries. Salah Hioun a exposé, en 2011, plus de 250 toiles lors d'une grande manifestation d'art plastique, organisée par le Musée national des beaux-arts d'Alger. Le défunt a été inhumé hier, au cimetière de Dely Ibrahim, après la prière d'El-Asr.

APS

## Cinéma

### «Thor» assomme le box-office nord-américain pour sa sortie

Le film «Thor : Ragnarok», qui a permis à l'acteur australien Chris Hemsworth de retrouver son super-héros au célèbre marteau, a assommé le box-office nord-américain pour son premier week-end d'exploitation, selon la société spécialisée Exhibitor Relations lundi dernier. Les critiques avaient salué l'autodérision et l'humour de ce nouvel opus dans un genre qui a l'habitude de se prendre plus au

sérieux. Il a fait une belle récolte avec 122,7 millions de dollars depuis vendredi dernier. Le dieu nordique de la foudre et du tonnerre est suivi, loin derrière, par les nouvelles aventures des mères de famille atypiques de «Bad Moms 2» qui sont cette fois confrontées aux préparatifs de Noël. Le film, avec Mila Kunis, Kristen Bell et Kathryn Hahn, a engrangé 16,8 millions de dollars pour son premier week-end

en salles. «Jigsaw», huitième opus de la saga d'épouvante «Saw», est troisième avec 6,6 millions de dollars sur le week-end. La quatrième position revient encore à une suite : «Boo 2» de Tyler Perry, qui est aussi l'acteur principal, le scénariste et le producteur du film. Ses recettes ont atteint 4,5 millions de dollars entre vendredi et dimanche. Le thriller de science-fiction «Geostorm», avec Gerard

Butler, se place au cinquième rang avec 3,2 millions de dollars en trois jours.

Voici la suite du top 10

6 - Le film d'épouvante «Happy Birthdead» : 2,7 millions  
7 - «Blade Runner 2049» : 2,3 millions  
8 - «Thank you for your service» : 2,2 millions  
9 - «Only the brave» : 1,9 million  
10 «Let there be light» : 1,7 million.  
Hassane N.

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

Seen Art Gallery (Dély Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 26 novembre : Exposition «Bleu mystique» de Karim Meziani.

Institut français d'Alger (Alger-Centre)

Lundi 13 novembre à 19h30 : Chants lyriques

«Enchanteresses» avec la soprano Aurélie Loilier et la pianiste Qiaochu Li. Entrée sur carte d'accès.

Théâtre régional Abdelkader-Alloula (Oran)

Jeudi 9 novembre à 19h :

Concert «Enchanteresses» par la soprano Aurélie Loilier et la pianiste Qiaochu Li.

Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh (Ouled Fayet, Alger)

Samedi 11 novembre à 19h :

Concert «Enchanteresses» par la soprano Aurélie Loilier et la pianiste Qiaochu Li.

Galerie d'art Dar El-Kenz (lot Bouchaoui 2, N° 325, Chéraga, Alger)

Du 11 au 25 novembre :

«18' Salon d'automne du petit format», avec la participation de 23 artistes dont Bettina Heinen-Ayech, Catherine Rossi, Djazia Cherrih, Safia Zouli, H'ssien, Rachid Talbi, Adlène Djeflal et Moussa Bourdine. La galerie est ouverte du dimanche au jeudi de 8h30 à 17h et le samedi de 10h à 17h. Le vernissage est prévu le samedi 11 novembre à partir de 15h.

Galerie des Ateliers Bouffée d'art (résidence Sahraoui, Les Deux-Bassins, Ben Aknouf, Alger)

Du 11 au 30 novembre :

Exposition-vente d'œuvres des artistes Rachida Merzouk, Belkis Sergoua, Samia Merzouk, Karim Sergoua et Jaoudet Gassouma. Le vernissage est prévu le samedi 11 novembre à partir de 15h.



## Coup-franc direct

Non, pas Chaouchi !

Par Mahfoud M.

Le sélectionneur national, Rabah Madjer, lors de sa seconde sortie médiatique après sa désignation à la tête de l'EN, a surpris tout le monde avec sa déclaration concernant le gardien Fawzi Chaouchi, qu'il a farouchement défendu après la levée de boucliers contre sa convocation pour ce match. Tout le monde se pose la question de savoir comment peut-on convoquer un joueur qui n'est pas à son premier écart disciplinaire et qui est considéré comme un voyou tout court ? Comment peut-on qualifier une personne qui a agressé une autre sur un terrain de football à la fin d'un match et contre laquelle le tribunal a prononcé un verdict de six mois de prison ferme. Ce même gardien, faut-il le rappeler, avait aussi tenté une agression sur un policier lors d'un derby, il y a deux saisons de cela. Il avait, auparavant, été écarté par l'ancien président de la FAF, pour son geste inqualifiable qui lui a valu un carton rouge lors du match face à l'Egypte en CAN 2010 en Angola. Et pour couronner le tout, il faut savoir qu'il ne joue plus titulaire dans son club du MCA, puisqu'il vient d'être effacé par un jeune qui n'est autre que Farid Chaâl. Comment cautionner la convocation d'un gardien qui ne peut rien apporter à la sélection, sinon créer la zizanie comme il le fait avec son club actuellement ? On ne peut pas défendre l'indéfectable M. Madjer.

M. M.

## Ligue 2 Mobilis (10<sup>e</sup> journée) L'ASAM et la JSMS restent en tête, le MOB ne lâche pas

L'AS AÏN M'LILA et la JSM Skikda ont conservé le leadership de la Ligue 2 Mobilis de football, après leurs victoires respectives contre l'ASM Oran (1-4) et le CA Batna (1-0) lors de la 10<sup>e</sup> journée, disputée mardi, et marquée par la victoire du MO Béjaïa dans le grand derby de la Soummam face à la JSM Béjaïa (2-0). Malgré l'avantage du terrain, les Skikdis se sont contentés du minimum requis pour battre le CAB, et c'est Mokhtari qui a inscrit le but unique de cette rencontre, en transformant un penalty à la 28'. L'ASAM, en revanche, a eu le mérite d'aller chercher sa victoire de chez l'ASM Oran, un ancien pensionnaire de l'élite, réputé pour être une grande école de football et qui se montre souvent intraitable à domicile. Mais les Rouge et Noir étaient condamnés à gagner pour rester en tête du classement et n'ont pas fait les choses à moitié, puisqu'ils ont littéralement atomisé le club de M'dina J'dida, sur son propre terrain. Dib a ouvert le score pour les visiteurs, sur penalty à la 25<sup>e</sup> minute, et l'ASMO a réagi moins de six minutes plus tard, en égalisant par Youcef-Khodja (1-1). Mais la sortie du gardien Aloui, expulsé à la 25<sup>e</sup> minute, pour jeu dangereux sur l'action qui a

amené le penalty de Dib a fini par coûter très cher au vieux club oranais, car ayant encaissé trois autres buts en fin de match. Sohbi a commencé par s'offrir un joli doublé aux (51' et 60'), avant que Hachem ne clôture le festival à la 81<sup>e</sup> minute, pour un score final (4-1), qui maintient l'ASAM à la première place du classement général, ex aequo avec la JSM Skikda, avec 22 points chacun. A Yemma Gouraya, le MO Béjaïa s'est intronisé «Roi de la Soummam», après sa victoire (2-0) sur le voisin JSM Béjaïa, grâce à Belkacemi (21') et Noubli (68'). Le score aurait pu être nettement plus avantageux en faveur des Crabes, ayant profité de leur supériorité numérique pour se procurer un très grand nombre d'occasions, face à une JSMB réduite à neuf, après les expulsions de Drifel et Akil, alors que Boucherit a raté deux penalties devant un excellent Belhani (gardien) aux 7' et 90'+3. Un précieux succès qui, outre le prestige qu'il procure, permet au MOB de rester sur la troisième marche du podium, à une longueur derrière les co-leaders ASAM et JSMS, au moment où la JSMB recule à la 5<sup>e</sup> position, avec 17 unités.

## Ligue I Mobilis (11<sup>e</sup> journée) Derby explosif au 20-Août d'Alger

La 11<sup>e</sup> journée de la Ligue I Mobilis qui s'ouvre ce jeudi sera caractérisée par un chaud derby qui se jouera au stade du 20-Août 55 d'Alger entre le Nasr d'Houssein-Dey et le Mouloudia d'Alger. Respirant une forme éblouissante, le Mouloudia qui a aligné trois succès consécutifs souhaite une quatrième victoire de rang même s'il sait que ce ne sera pas évident face à une formation très difficile à manier et

qui est à la recherche de points supplémentaires. Les Vert et Rouge savent ce qui les attend et se donneront à fond pour tenter de revenir avec un résultat probant. La bande à Casoni se déplacera avec un esprit conquérant et fera tout son possible pour réussir cette sortie. Le match sera très spécial pour deux des joueurs-clés du Doyen, à savoir, Bendekba et Derradja, qui affronteront leur ancienne

## Eliminatoires du Mondial 2018/Algérie-Nigeria demain à 20h30 à Constantine

# Les Verts pour ouvrir une nouvelle page

■ La sélection nationale disputera demain soir (20h30), au stade Chahid Hamlaoui de Constantine, le dernier match des éliminatoires du Mondial 2018 face au Nigeria.

Par Mahfoud M.

Éliminés depuis déjà quelque temps pour la course à la phase finale de la plus grande messe du football international, les Verts souhaitent surtout ouvrir une nouvelle page surtout avec l'arrivée à la tête du staff technique national de Rabah Madjer qui souhaite relancer la machine et surtout les joueurs et rétablir la confiance avec les supporters. Cette empoignée vient néanmoins dans un contexte difficile, surtout avec l'avalanche de blessés qui s'abat sur la sélection avec le forfait de nombreux joueurs. Il faut savoir que Soudani, Ghoulam, Attal, ont tous déclaré forfaits car blessés, en plus d'autres joueurs qui seront absents car n'entrant pas, pour le moment, dans les plans du nouveau sélectionneur Madjer, qui ne leur a pas fait appel, à l'image de Mbolli qui n'a pas été convoqué car ne



Les Verts veulent se reprendre

jouant pas avec son club employeur, Rennes. Nous aurons droit à de nouvelles têtes et d'anciennes, à l'image de Chaouchi et Djabou qui font leur retour en sélection même s'ils sont décriés par certains qui pensent qu'ils ne peuvent plus rien apporter aux Verts avec un âge avancé. Le match face aux Green Eagles sera sans aucun enjeu car les Algériens sont déjà éliminés, mais n'empêche que

Madjer souhaite l'emporter pour donner l'impression qu'il redonne des couleurs à l'EN et qu'il pourra relever le défi pour les prochains rendez-vous de la sélection nationale, notamment la phase finale de la CAN 2019 où il table sur une qualification en demi-finale.

M. M.

## Conférence de presse de Rabah Madjer, sélectionneur national

### «L'EN est dans le coma, je veux la réanimer !»

Le sélectionneur national, Rabah Madjer, a souligné hier qu'il ne savait pas de quoi sera fait l'avenir et qu'il ne sait pas s'il pourra rester ou non à la tête de la sélection. «Moi je n'ai pas d'avenir, personne ne peut me le garantir. C'est pourquoi je me focalise sur le présent», a avoué le coach des Verts, Madjer, lors de la conférence de presse qu'il a tenue hier au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa. Il reviendra sur les attaques dont il a été la cible, déclarant que l'équipe nationale est entre de bonnes mains et qu'il ne s'inquiète pas de ces déstabilisateurs qui ne l'atteignent pas, selon lui. Abordant le sujet de cette rencontre qui attend l'EN ce vendredi, Madjer dira que la sélection est dans le coma et que son objectif reste de la réanimer au cours de ce match, tout en permettant aux

joueurs de reprendre confiance. Il avouera que la Nigeria est toujours un adversaire difficile à jouer pour les Algériens, faisant référence surtout à la finale de 1980 qu'il avait jouée face à ce même adversaire et soulignant qu'il n'y avait d'autre choix que de perdre face à 100 000 supporters et leur président. Pour le match de ce vendredi, il est contre l'idée que se font certains en indiquant qu'il s'agit d'une rencontre amicale, mais pour lui il s'agit d'un match officiel qu'il faut gagner. Il dira qu'il a étudié le jeu des Green Eagles et qu'il tentera de mettre la tactique qu'il faut pour les contrecarrer. Revenant sur la double confrontation face à la Zambie, il dira que si ces matchs sont refaits un million de fois, l'EN ne devait pas perdre car les Chipolopolo n'étaient pas vraiment un foudre de guerre. Pour ce qui est du

choix de la Centrafrique pour le match amical qui se jouera mardi prochain, il avouera qu'il a préféré programmer un match face à une équipe africaine plutôt qu'une équipe européenne afin de préparer les prochains rendez-vous. Défendant la liste des joueurs convoqués pour ce match face au Nigeria, il dira qu'il a choisi les éléments les plus en forme et ceux qui sont habitués à jouer en Afrique. Il défendra particulièrement le gardien, Chaouchi, dont il dira qu'il était parmi les meilleures au monde, et qu'il reste sidéré par le fait que certains se sont élevés contre sa convocation. Pour Feghouli, il dira qu'il n'est pas totalement écarté, tout en avouant qu'il aurait pu faire appel aussi à Unas et Boudebouz qui manquent aussi à l'appel pour ce match face au Nigeria.

Mounir M.

tout qu'elle souhaite sortir de la zone rouge dans laquelle elle se trouve actuellement.

M. M.

#### Le programme :

Jeudi 9 novembre 2018 à 16h:

NAHD-MCA

PAC-USB



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

**Une quarantaine de morts  
et plus de 1 200 blessés en une semaine**

## La route toujours aussi meurtrière

TRENTE-HUIT personnes ont trouvé la mort et 1 273 autres ont été blessées dans 1 068 accidents de la circulation enregistrés durant la période allant du 29 octobre au 4 novembre au niveau national, selon un bilan établi hier par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Ghardaïa avec cinq morts et

vingt-quatre blessés, suite à quinze accidents de la route. Par ailleurs, concernant les secours aux personnes, le même bilan fait état de 11 367 interventions effectuées ayant permis la prise en charge de 1 417 blessés sur les lieux d'accidents et l'évacuation de 9 652 malades vers les structures sanitaires. L. R.

## Ghardaïa

### Deux ateliers de confection de faux uniformes de police découverts

LES SERVICES de la Sûreté nationale ont découvert récemment à Ghardaïa deux ateliers clandestins de confection d'uniformes identiques à ceux de la Sûreté nationale, impliquant 10 individus dont 5 ressortissants africains, a indiqué la Direction générale de Sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué. «Agissant sur renseignements, les services de la Sûreté nationale ont mis en échec un plan criminel visant à porter atteinte à la sécurité et aux biens du citoyen», a déclaré à la presse le commissaire principal de la police judiciaire, Samir Benallal. Une opération de «qualité» a permis «la découverte de deux ateliers clandestins de confection d'uniformes et de pièces de broderie identiques à ceux de la Sûreté nationale ainsi que des équipements similaires à ceux utilisés pour le maintien de l'ordre public», a-t-il précisé, ajoutant que «les membres de ce réseau criminel au nombre de 10, dont 5 Africains, ont été tous arrêtés». «L'opération, parfaitement coordonnée, a été menée sur la base d'informations faisant état d'artisans en maroquinerie s'adonnant, dans des ateliers clandestins, à la confection et à la vente d'uniformes et pièces de broderie identiques à ceux de la Sûreté nationale», a expliqué l'officier de police, ajoutant que «des décentes effectuées, après la saisie de la juridiction territorialement

compétente, ont donné lieu à la découverte d'uniformes et d'écussons identiques à ceux de la Sûreté nationale et des matraques similaires à celles utilisées pour le maintien de l'ordre public». Il s'agit de «14 uniformes, 14 pantalons et 7 vestes ainsi que des manteaux similaires à ceux portés par les éléments de la Sûreté nationale, outre plusieurs équipements identiques à ceux utilisés par la Police nationale à l'image de gilets par balles, de ceintures à balles, de matraques, de 27 insignes de Brigade de recherche et d'investigation (BRI), 162 petits insignes de police, 10 galons et plusieurs ordinateurs», a indiqué le commissaire principal Benallal. L'officier de police a fait savoir que tous les mis en cause ont été présentés aux juridictions territorialement compétentes pour les chefs d'inculpation de «constitution de bande de malfaiteurs dans le but d'attenter à des personnes et des biens, acquisition et fabrication d'armes prohibées, vente et recel d'objets et d'uniformes réglementaires et recrutement de ressortissant étrangers sans autorisation». Cette opération de sécurité «anticipative» dénote de «la détermination de la police nationale à faire face à la criminalité sous toutes ses formes et faire échec à tous les plans criminels visant à porter atteinte au citoyen et aux biens», a-t-il conclu. D. H.

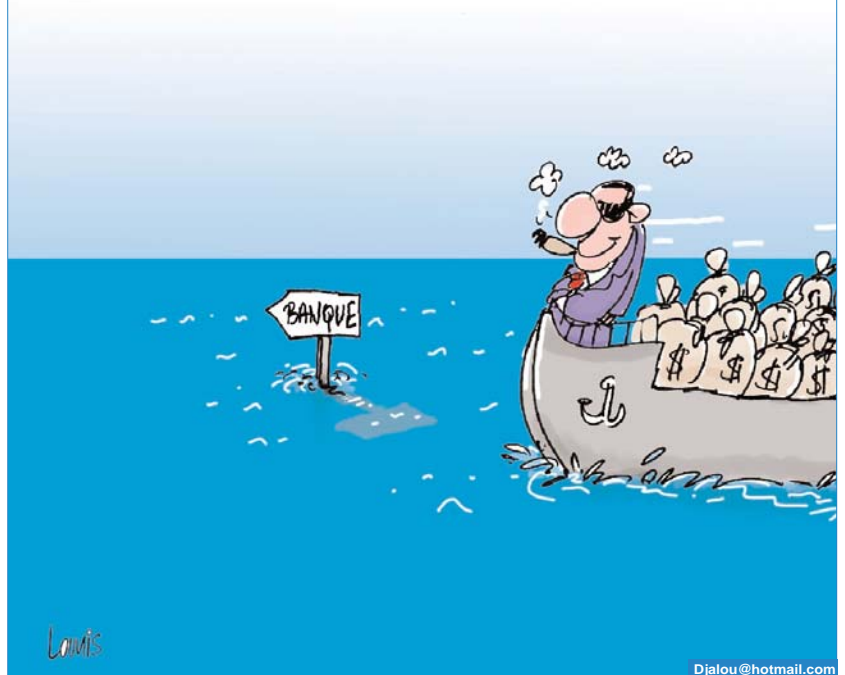
## Sûreté de la wilaya d'Alger

### Deux bandes criminelles démantelées

LES SERVICES de Sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé deux bandes criminelles spécialisées dans le trafic de drogue et saisi 530 g de cannabis, des comprimés psychotropes et des armes blanches, a indiqué hier un communiqué de ces services. Ces opérations ont été menées lors de patrouilles des services de Sûreté de la wilaya d'Alger dans le cadre de la lutte contre la criminalité. Les deux bandes composées de 6 individus ont été appréhendées lors du contrôle d'un véhicule touristique au niveau de Port Said et la perquisition d'un domicile suspect où des produits prohibés ont été retrouvés, a indiqué le même communiqué. Lors de la première opération, la brigade de lutte contre le trafic de drogue et de psychotropes de la circonscription Centre relevant de la police judiciaire, a arrêté au

niveau de Port Said (Alger) 3 individus suspects à bord d'un véhicule touristique en possession de 6 boîtes de psychotropes comprenant 360 capsules. En outre, les éléments des mêmes services ont démantelé une bande criminelle qui utilisait le domicile de l'un de ses membres comme lieu de débauche. Trois individus qui semaient la terreur en utilisant des armes blanches et des chiens dangereux ont été arrêtés suite au signalement de mouvements suspects. Après obtention d'un mandat de perquisition, les services concernés avec la coopération de la brigade canine, ont encerclé la maison suspecte et fini par arrêter le principal suspect et saisi 530 g de cannabis, 61 comprimés psychotropes, 3 bouteilles de drogue liquide et 27 armes blanches. B. M.

## Paradise papers



Djalou@hotmail.com

### Pour détournement de 8,3 millions DA

## Sept employés d'une agence BNA arrêtés à Mostaganem

Les éléments de la sûreté de wilaya de Mostaganem ont procédé dernièrement à l'arrestation de sept agents de l'agence de la Banque nationale algérienne, impliqués dans le détournement de 8,3 millions DA, selon ledit corps de sécurité.

Par Ali K.

C'est suite à une plainte déposée par un client de l'agence de cette banque après le détournement d'une somme d'argent déposée dans son compte qu'une enquête a été lancée par la section économique et financière de la sûreté de wilaya. Les investigations avaient montré qu'un des agents de cette agence utilisait des chèques qu'il signait lui-même pour détourner des fonds déposés dans les comptes de deux clients. Le mis en cause profitait des bonnes relations qu'il entretenait avec ses autres collègues pour valider ces opérations, sans respecter les procédures d'usage, comme la présentation de la pièce d'identité ou l'apposition de la signature de l'agent ayant effectué l'opération. Le chef d'agence et son adjoint ont été également appréhendés pour avoir communiqué

à des agents le code secret attribué à leurs collègues habilités à assurer des opérations bancaires. Ce code permet la traçabilité des opérations et l'identification de l'agent qui intervient sur le réseau informatique. Quatre agents sont impliqués dans cette affaire en raison de leur négligence qui a facilité le détournement d'un montant de 8,3 millions DA.

Les sept mis en cause sont poursuivis de détournement de biens publics, faux et usage de faux, intrusion et violation du système informatique de la banque, abus de fonction et négligences. Présentés devant la justice, le principal mis en cause a été placé sous mandat de dépôt alors que les autres ont fait l'objet d'une citation directe.

A. K.

## MDN

### Deux dangereux terroristes abattus à Bouira

DEUX dangereux terroristes ont été abattus avant-hier à Bouira par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de fouille et de recherche menée à El Djebahia, wilaya de Bouira un détachement de l'ANP a abattu, cet après-midi du 7 novembre 2017 (avant-hier), deux dangereux terroristes et saisi deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, quatre chargeurs de munitions ainsi qu'une paire de jumelles», a précisé la même source. Cette opération menée par des unités de l'ANP «dénote de la ferme détermination de nos Forces armées à extirper le fléau du terrorisme de notre pays», a conclu le MDN. Communiqué

## Trafic de drogue à Alger

### Des malfaiteurs mis hors d'état de nuire

LES SERVICES de Sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté 4 personnes et saisi 164 comprimés psychotropes et 8 pièces de drogue d'une totalité de 41 grammes dans une affaire de trafic de drogue, a indiqué un communiqué des mêmes services.

Agissant sur informations faisant état de vente de stupéfiants par deux frères au niveau de leur quartier à Alger, les éléments de la police ont arrêté le plus jeune en flagrant délit avec ses clients, en possession de 100 comprimés psychotropes et une somme d'argent de 5 000 DA. L'aîné, quant à

lui, sera appréhendé dans une place publique à Alger-Centre. 41 g de cannabis ont été découverts dans son véhicule, alors que 54 comprimés psychotropes et une somme de 20 000 DA ont été trouvés à son domicile, a précisé la même source. Les mis en cause ont été présentés au procureur de la République territorialement compétent qui a ordonné la mise en détention provisoire des deux frères, alors que les deux autres suspects ont été placés sous contrôle judiciaire. M. K.